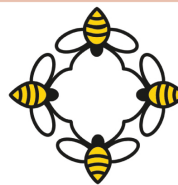


INTERNATIONAL CONFERENCE
of the "RUCHE"



Le RUCHE
Réseau Universitaire de Chercheurs
en Histoire Environnementale

WRITING ENVIRONMENTAL HISTORY in the 21st century

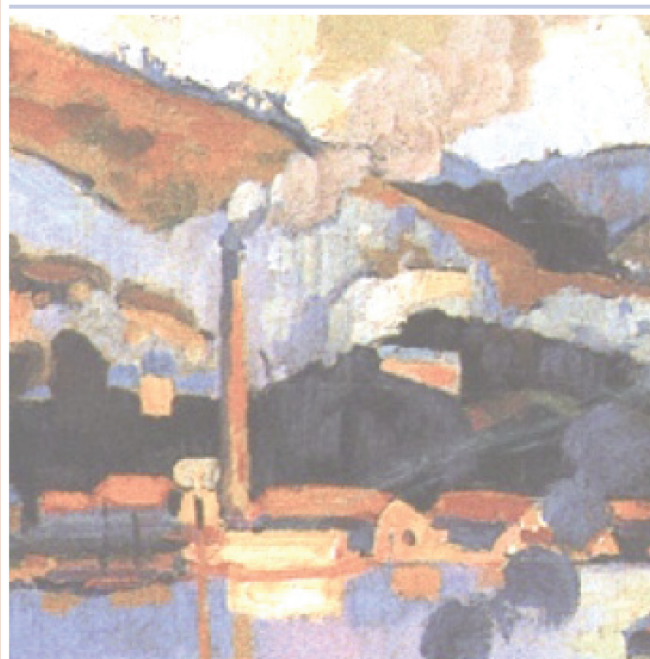
Sources, Methods and Practices

J u n e
13, 14, 15
2 0 1 8

Archives départe-
mentales du Rhône et
métropolitaines du
Grand Lyon

Université de Lyon

MSH
Lyon-Saint-Etienne et
Sciences Po - Lyon



Écrire l'histoire environnementale au 21^e siècle

13-15 juin 2018

Lyon

France

Avec le soutien des partenaires suivants :

Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes (UMR CNRS 5190 LARHRA)

ENS de Lyon

Université Lumière Lyon 2

Université Jean-Moulin Lyon 3

Ecole urbaine de Lyon

LabEx Intelligences des mondes urbains (IMU)

Programme IDEX Lyon/Saint-Etienne

UMR TELEMME

UMR EVS

UMR CIRED

GIS Histoire & Sciences de la mer

European Society for Environmental History (ESEH)



UMR 7303

Temps, Espaces, Langages,
Europe Méridionale,
Méditerranée



Aix-Marseille
université
Initiative d'excellence



UMR 5600



Environnement,
Ville, Société

UMR 5600



ENS DE LYON

UNIVERSITÉ
LUMIÈRE
LYON 2



Université de Lyon



LABEX
IMU

UNIVERSITÉ DE LYON



UMR 5190

LABORATOIRE DE RECHERCHE
HISTORIQUE RHÔNE-ALPES



UNIVERSITÉ
Grenoble
Alpes

Table des matières

Affiche_Colloque_RUCHE_anglais.pdf	1
Sponsors.pdf	2
Quelle place pour l'histoire environnementale dans les politiques actuelles de restauration écologique des cours d'eau ?, Déborah Abherve	5
Interaction sciences humaines/sciences de la nature dans l'étude des pollutions industrielles. Retour d'expérience sur l'élaboration et la diffusion d'une recherche concernant le territoire atelier des Calanques de Marseille-Cassis (2014-2016), Carole Barthelemy [et al.]	7
" Verdir le quai ? Le Port autonome de Marseille entre objectifs économiques et enjeux environnementaux : l'apport des archives de l'autorité portuaire (1966-1992) ", Fabien Bartolotti	8
Les zones humides européennes, un laboratoire pour écrire l'histoire environnementale au XXIe siècle., Corinne Beck [et al.]	10
L'histoire environnementale au travail, Renaud Becot	12
No Poisoned Seas: The Nordics' Regional and International Marine Protection, Melina Antonia Buns	14
Retour sur une recherche interdisciplinaire : le suivi quantifié de l'évolution de diversité génétique des blés en France de 1912 à 2006, une histoire environnementale de la modernisation agricole ?, Christophe Bonneuil	16
les hectares fantômes de l'industrialisation britannique et la forêt laurentienne, 1806-1914, Stéphane Castonguay [et al.]	17
Communication, environnement et conflictualité : les apports d'une approche par l'espace public oppositionnel, Mikael Chambru	19

Retracer et comprendre les trajectoires paysagères du Rhône : croiser des sources, combiner des méthodes et questionner un ancrage disciplinaire, Emeline Comby [et al.]	21
” Crise de la rationalité ingénieriale et émergence de l’environnement comme objet de recherche-action dans le champ de l’agronomie (des années 1970 à nos jours) ”, Pierre Cornu	23
Recherche appliquée en histoire environnementale : le cas de l’Avesnois (Nord)., Marie Delcourte Debarre	25
L’histoire environnementale comparée, un nouveau champ de recherche en émergence au début du XXIe siècle ? Exemple des cours d’eau et des zones humides en France et au Canada., Laetitia Deudon	26
Vers une approche appliquée de l’histoire environnementale dans la gestion et la valorisation des territoires. Le cas de la vallée de l’Escaut (Hauts-de-France)., Laetitia Deudon [et al.]	28
Une histoire de l’environnement au service de l’Etat ou de la collectivité ? Retour sur une expérience de recherche liée au cas d’une décharge polluée aux PCB en Suisse, Alexandre Elsig	30
WITHOUT SMALL THINGS, THE GREAT IS NOT GREAT. Discussing water history or the paradox of an interdisciplinary field within a discipline, Maurits Ertsen	31
L’histoire environnementale, nouveau chantier de l’histoire des pêches en Europe méridionale ? Bilan historiographique et perspectives, Daniel Faget	33
Ecrire la biographie d’un toxique. Réflexions à partir du cas des PCB, Aurélien Feron	34
Ecrire une histoire environnementale du Grand Lyon, Stéphane Frioux [et al.]	36
La carte et la rivière : la cartographie au service de l’histoire environnementale des cours d’eau (Alsace-Canada, XVIIe-XVIIIe siècles), Benjamin Furst	38
Biodiversité et santé : quand la faune sauvage bouleverse la gestion du sanitaire, Sébastien Gardon [et al.]	41
Following hydrogen cyanide in the Valencian Country at the turn of the twentieth century, Ximo Guillem-Llobat	43
L’économie touristique au croisement des imaginaires contemporains de l’environnement (XIXe-XXe siècles), Steve Hagimont	45

Un-disciplining Mount Fuji, or Finding and Losing Japan in the Anthropocene, Mark Hudson	47
Évaluer les pressions et le legs du flottage du bois dans les cours d'eau européens (XVIIe – XXe siècles) : une démarche heuristique pour la gestion contemporaine et l'archéologie antique ? Historiographie, sources et méthodes., Nicolas Jacob-Rousseau [et al.]	49
Quelle histoire environnementale de l'architecture ? Proposition d'un bilan prospectif, Raphaël Labrunye	51
Belonging on an Island: Birds, Extinction and Evolution in Hawaii, Dan Lewis	53
Ports et environnement : une histoire exemplaire à écrire dans la longue durée, Sylviane Llinares [et al.]	54
Histoire environnementale. Le cas de la pollution des rivières urbaines, Laurence Lestel	57
Géohistoire des sécheresses et des inondations : perspectives comparatives, Alexis Metzger [et al.]	59
The Pitfalls of Interdisciplinarity and the Clash of Societal Subsystems. Insights from the HoNESt – History of Nuclear Energy and Society project, Jan-Henrik Meyer	60
Les archives des Agences d'assainissement comme source pour l'histoire environnementale. Le projet Terrevalute, Elisabetta Novello [et al.]	62
The Locust Outbreak in Central Luzon, Philippines, 1991-1995: A Case Study for an Interdisciplinary Environmental History, Ma. Florina Orillos-Juan	63
Les roseraies, archives de l'horticulture ? Recherches interdisciplinaires sur l'histoire de la diversité génétique des rosiers cultivés, Cristiana Oghina-Pavie [et al.]	64
Dam encomia, upheaval and sediment: writing the history of a manmade sea, Flora Roberts	66
Les conseils scientifiques dans le champ de l'action publique environnementale : des instances originales et méconnues, Gaëlle Ronsin	68
L'Archipel de Cabo Verde – Biodiversité et habitats naturels, Ana Roque	70
How can we combine different methodologies and sources to comprehend Portuguese forested areas during early modern age?, Koldo Trapaga Monchet [et al.]	71

Écrire l'histoire environnementale des activités extractives. L'exemple de l'extraction du charbon de la fin du 18e siècle à l'Entre-deux-guerres : apports et difficultés d'une recherche pluridisciplinaire, Kevin Troch	72
Coping with floods in the Netherlands. Preventative strategies at the supra-regional level and survival strategies at the level of the home., Petra Van Dam . .	73
Between Environmental and Media History: Lessons from 1980s Athens, Panagiotis Zestanakis	75
La mémoire troublée des désastres industriels, Bruno Ziglioli	76
Liste des auteurs	77
Comites.pdf	79

Quelle place pour l’histoire environnementale dans les politiques actuelles de restauration écologique des cours d’eau ?

Déborah Abherve * ¹

¹ AsCA – – France

La restauration écologique constitue un axe majeur des politiques publiques intervenant actuellement sur les cours d’eau, impulsée par la Directive Cadre européenne sur l’Eau (DCE) de 2000 et largement relayée par les Agences de l’eau, avec une montée en puissance de cette thématique au fil des années (Morandi et al. 2016). De prime abord, la notion de ” restauration ” mobilise une référence à l’histoire et au passé (Hall 2005) : la restauration consisterait à retourner à un état passé antérieur pour réparer les erreurs causées par les hommes (lors de l’industrialisation d’un territoire ou lors du passage à une agriculture productiviste par exemple).

Dans ce contexte, nous nous sommes penchés sur ce que signifie faire l’histoire d’une rivière aujourd’hui : en quoi l’histoire est-elle utile à la construction de projets de restauration écologique ? Sert-elle à établir l’état de référence à retrouver ? Est-elle plutôt utile pour mettre en perspective les évolutions de la rivière au fil du temps ? De quelle manière est-elle mobilisée par les acteurs du territoire ? (Abhervé 2017) L’ensemble de ces questions renvoie à la question de l’utilité sociale de l’histoire environnementale.

Pour étayer cette réflexion sur un cas concret, nous avons choisi de retracer l’histoire de la Mauldre, rivière des Yvelines. Plusieurs types de sources ont été mobilisés : archives écrites issues du service hydraulique de la Préfecture (série 7S de 1800 à 1940) essentiellement ainsi que certains dossiers versés au sein de la série W après 1940, ouvrages d’histoire locale et une douzaine d’entretiens oraux menés auprès de différents acteurs connaissant la Mauldre (élus locaux, gestionnaires de l’eau, associatifs, etc.). Le croisement de ces différents types de sources a permis d’enrichir assez nettement le propos, tant en termes de périodes couvertes que de diversité des points de vue. Il a surtout permis d’élaborer un récit retraçant les évolutions de la rivière et de ses usages au fil des époques, avec un intérêt particulier pour les jeux d’acteurs et les enjeux environnementaux (particulièrement prégnants dans les documents consultés aux archives). Nous nous situons là en accord avec W. Cronon pour qui le récit ” représente le meilleur outil

et le plus convaincant pour rechercher du sens dans un monde conflictuel et contradictoire ” (Cronon 2016).

Les vocations de la Mauldre ont évolué au fil du temps (soutien d’activités locales d’irrigation ou de meunerie, essor de l’industrie et de l’artisanat lié à l’eau avant leur déclin inexorable...), dans un contexte où la structuration des acteurs riverains pour gérer le cours d’eau demeure

*Intervenant

particulièrement complexe à mettre en œuvre. Le ru de Gally, affluent principal de la Mauldre, se caractérise quant à lui par une fonction remarquablement pérenne, du XVII^{ème} au début du XXI^{ème} siècle, celle d'évacuateur des eaux usées du château puis de la ville de Versailles. Le récit historique proposé se termine sur une phase favorable à la restauration écologique des cours d'eau, en lien avec les évolutions réglementaires et sociétales, globalement plus favorables au respect de la nature. Il a alors paru intéressant de s'interroger sur cette notion de restauration, et plus particulièrement sur son rapport au passé et à l'histoire. Il s'avère que le passé a bien souvent constitué une référence centrale, bien que questionnée, au cours de la longue histoire de la restauration (pas nécessairement écologique). Néanmoins, le passé comme référence est désormais largement dépassé par les acteurs de terrain (syndicats de rivière, agences de l'eau...) à la recherche d'une reconquête des fonctionnalités naturelles d'une rivière et non d'un hypothétique état précédant des perturbations anthropiques (Morandi et Piégay 2017).

L'utilité sociale de l'histoire environnementale des rivières ne consiste donc pas à rechercher un état de référence à restaurer mais bien plutôt à retracer l'évolution de la rivière, de ses usages, de ses acteurs, de son état, en mettant en perspective ces évolutions avec des dynamiques plus générales (aménagement du territoire, politiques économiques et sociales, attentes sociétales...) afin de comprendre pourquoi la rivière a été gérée de telle ou telle manière selon les époques. Il ne s'agit alors pas de porter des jugements sur ce qui pourrait constituer un état de référence, un état idéal, mais de saisir la spécificité de l'époque actuelle.

Le récit élaboré sur la Mauldre a ainsi vocation à être présenté et mis en débat auprès des acteurs du territoire, en particulier les membres de la commission locale de l'eau (CLE) et les élus locaux afin de les intéresser à ce cours d'eau, désormais peu présent dans la vie quotidienne du territoire. L'histoire est en effet susceptible de constituer un point d'accroche fédérateur, dépassant les clivages traditionnels et fournissant des éléments pour bâtir une identité commune, nécessaire pour envisager de mener ensemble des actions favorables à la reconquête du bon état écologique des rivières.

Bibliographie indicative :

ABHERVÉ Déborah, 2017, *Les rivières ont une histoire, la Mauldre à l'heure de la restauration écologique*, Paris, EHESS.

CRONON William, 2016, " De l'utilité de l'histoire environnementale " dans *Nature et récits : essais d'histoire environnementale*, s.l.

HALL Marcus, 2005, *Earth repair: a transatlantic history of environmental restoration*, Charlottesville, University of Virginia Press, 310 p.

MORANDI Bertrand et PIÉGAY Hervé, 2017, *Restauration des cours d'eau en France : comment les définitions et les pratiques ont-elles évolué dans le temps et dans l'espace, quelles pistes d'action pour le futur ?*, Paris, Agence française pour la biodiversité (coll. " Comprendre pour Agir ").

MORANDI Bertrand, PIÉGAY Hervé, JOHNSTONE Karen et MIRALLES Diego, 2016, " Les Agences de l'eau et la restauration : 50 ans de tensions entre hydraulique et écologique ", *VertigO*, 19 avril 2016, Volume 16 Numéro 1.

Interaction sciences humaines/sciences de la nature dans l'étude des pollutions industrielles.

Retour d'expérience sur l'élaboration et la diffusion d'une recherche concernant le territoire atelier des Calanques de Marseille-Cassis (2014-2016)

Carole Barthelemy * ¹, Xavier Daumalin *

², Isabelle Laffont-Schwob ¹, Pascale Prudent ³

¹ Laboratoire Population-Environnement-Développement – Institut de Recherche pour le Développement : UMR_D151, *AixMarseilleUniversit* : UMR_D151 – France

² Temps, espaces, langages Europe méridionale-Méditerranée – Aix Marseille Université : UMR7303, Centre National de la Recherche Scientifique : UMR7303 – France

³ Laboratoire Chimie de l'environnement – Aix Marseille Université : UMR7376, Centre National de la Recherche Scientifique : UMR7376 – France

Accueillant plusieurs centaines de milliers de personnes chaque année, les Calanques de Marseille-Cassis ont longtemps été considérées comme un espace de relégation des industries les plus polluantes (soude, acide sulfurique, fer, plomb, soufre, verre, pétrole, acide tartrique) avant d'acquiescer, en 2012, le statut de Parc national. Pas moins de 8 sites industriels et 12 usines y ont été recensés, sans compter les rejets à la mer d'effluents d'origine urbaine et industrielle déversés par le tout-à-l'égout de Marseille (1898-2017) et ceux de la conduite sous-marine de l'usine d'alumine de Gardanne (boues rouges et effluents de 1967 à 2017, effluent depuis 2017). De nombreuses traces subsistent de ces activités industrielles (ruines, crassiers, carrières, rejets), posant un certain nombre de problèmes aux habitants, aux touristes et aux administrateurs en charge de ce territoire désormais protégé. Ce passé méconnu, complexe, aux conséquences environnementales multiples et durables, a suscité l'intérêt d'un consortium de chercheurs qui se sont réunis en 2014 autour du projet SynTerCalM financé par AMIDEX, fondation d'excellence d'Aix-Marseille Université, pour expérimenter pendant trois ans un travail interdisciplinaire associant étroitement sciences humaines et sciences de la nature dans une perspective de recherche appliquée. Ce dialogue, indispensable face à un objet d'étude nécessitant des compétences si différentes, a nécessité de nombreux échanges et réflexions sur les positionnements humains, épistémologiques et méthodologiques qui ont, *in fine*, conditionné le succès de ce travail. C'est cette expérience qu'une partie de l'équipe SynTerCalM a choisi d'évoquer en revenant sur les conditions et les apports d'une interdisciplinarité réussie et utile à la société.

*Intervenant

” Verdir le quai ? Le Port autonome de Marseille entre objectifs économiques et enjeux environnementaux : l’apport des archives de l’autorité portuaire (1966-1992) ”

Fabien Bartolotti * ¹

¹ Temps, espaces, langages Europe méridionale-Méditerranée – Aix Marseille Université : UMR7303,
Centre National de la Recherche Scientifique : UMR7303 – France

Nouvelle entité de gouvernance instaurée en 1966 dont les compétences s’étendent des quais de la Joliette au golfe de Fos, le Port autonome de Marseille (PAM) est confronté, dès sa création, à une situation environnementale préoccupante, résultant de l’implantation d’activités pétrolières sur le littoral depuis les années 1930. Incidents dans les raffineries, ruptures de pipelines, déversements d’effluents, rejets atmosphériques et déballastages de navires ont entraîné des pollutions marines, terrestres et aériennes chroniques, avec leur cortège de conflits d’usages. C’est dans ce contexte que l’industrialisation côtière se poursuit autour du golfe de Fos, où des postes pour supertankers, opérationnels à partir de 1968, côtoient des usines sidérurgiques installées en 1973-1974. Réalisation phare de la théorie des ” pôles de croissance ”, la création d’une ZIP ex-nihilo, en bordure de Camargue, induit des transformations paysagères et des émissions polluantes supplémentaires qui suscitent des contestations, sur fond de structuration du militantisme écologiste.

Loin de se détourner de la question, l’autorité portuaire élabore une politique environnementale qui accompagne - et parfois anticipe - les textes gouvernementaux. Se multiplient ainsi les opérations de communication visant à rassurer les populations ou à valoriser les efforts entrepris au sujet du cadre de vie. Au-delà des discours et de l’arsenal réglementaire, des dispositifs anti-pollution concrets sont mis en oeuvre. Qu’il s’agisse d’acquérir des produits pour dissoudre les nappes d’hydrocarbures en mer, de construire des stations de déballastage ou des réservoirs de récupération, le Port s’équipe en conséquence pour faire face aux nuisances, faute de pouvoir systématiquement les réduire en amont en raison de l’efficacité limitée des mesures de prévention. Mais, du point de vue des décideurs, cette démarche environnementale relève avant tout d’une stratégie économique destinée à légitimer et pérenniser les nouvelles orientations industrielles de la région. Elle façonne, en définitive, l’image positive d’un ” complexe portuaire propre ” dont peuvent se saisir les entreprises qui y sont présentes et celles désireuses de s’y implanter. Si, à travers les travaux sur les débordements industriels, la mer est apparue comme un exutoire pluri-séculaire des activités productives, les attitudes des acteurs portuaires français à l’égard des pollutions demeurent encore méconnues, en particulier dans la deuxième moitié du XXe siècle². Lorsqu’elle s’intéresse à la manière dont les Ports prennent en compte cette problématique, l’historiographie s’attarde sur les mesures de développement durable - consécutives au

*Intervenant

rapport Brundtland (1987) et au Sommet de la Terre à Rio (1992) -, en privilégiant l'angle de l'aménagement du territoire, au détriment des dynamiques économiques.

Animée par la perspective de croiser histoire industrielle, histoire des ports et histoire de l'environnement, la communication propose, à partir du cas marseillais, de déplacer la focale d'analyse en amont des années 1990. Le propos se fondera sur des documents jusqu'alors inexploités, issus des archives du cabinet du Grand Port Maritime de Marseille

(GPMM), où se mêlent délibérations du Conseil d'administration, rapports d'ingénieurs, notes des directeurs, brochures commerciales, films promotionnels et correspondances. La richesse du fonds - qui peut être assimilé à une documentation d'entreprise de par ses conditions d'accès et son contenu - éclaire, sous un jour neuf, les enjeux économiques de l'action environnementale en contexte portuaire.

Les zones humides européennes, un laboratoire pour écrire l'histoire environnementale au XXI^e siècle.

Corinne Beck * ¹, Sylvain Dournel , Fabrice Gregoire , Marie-Christine Marinval , Bertrand Sajaloli *

2

¹ CALHISTE – Université de Valenciennes – France

² Université d'Orléans – Université d'Orléans, Université d'Orléans – France

Les zones humides européennes, littorales ou continentales, occupent une place singulière dans l'histoire environnementale et ce tant au niveau de leurs trajectoires sociales, culturelles et biogéographiques qu'à celui des sources, méthodes et pratiques mises en œuvre pour les reconstituer.

En ce début du XXI^e siècle, et beaucoup plus que la forêt, la montagne ou tout autre milieu naturel, ce sont d'abord des milieux martyres. Les plus petites d'entre-elles, les mares, ne représentent plus malgré leur richesse en termes de biodiversité et leur nombre (environ 600 000 en France métropolitaine) qu'environ un dixième du semis présent à la fin du XIX^e siècle. Les marais continentaux ou littoraux ont vu leur superficie réduite des 2/3 et beaucoup, du fait des interventions anthropiques prométhéennes, ne vivent plus que dans le souvenir de l'eau. Même les grands lacs ou les mers intérieures, comme la mer d'Aral, se sont vu réduits comme peau de chagrin. Les photographies prises de notre planète depuis l'espace, ces dernières décennies, sont éloquentes ! Cette éradication pose question : quelles aménités réelles attendait-on pour lancer une telle bataille ? Quelles représentations, issues tout à la fois de la perception négative de l'humide dans l'imaginaire judéo-chrétien, des premiers errements scientifiques de l'hygiénisme et d'une conception mécanique du Modernisme ont été mobilisées ? Quels glissements, quelles convergences concrètes ou inconscientes ont assuré le maintien d'une pensée aménagiste tournée contre les zones humides pendant plus de deux siècles, et ce au mépris de l'ensemble des services écosystémiques fournis par les lieux d'eau, et alors même que les différents stages de la Révolution industrielle présentent des configurations homme-nature très dissemblables ?

Milieus martyres, les zones humides retracent aussi une histoire environnementale marquée par le pouvoir des puissants sur les plus démunis, par celui de l'échelon national ou régional sur l'échelon local. Cela s'explique d'abord par l'ampleur des moyens financiers, techniques et humains qu'il s'agit de mettre en œuvre pour " bonifier ", c'est-à-dire assécher les territoires de l'eau. Et si les sources retraçant cette épopée dessicatrice sont nombreuses, car soigneusement consignées, renseignées et toutes au service de l'action des élites, bien plus lacunaires, éparses et diversifiées sont au contraire les sources locales montrant la farouche opposition des gens de

*Intervenant

l'eau, du microcosme de l'humide, à l'assèchement de leurs marais et à la destruction de leurs sociétés. En ceci, l'histoire des zones humides est une histoire de classe. Et ce n'est donc pas surprenant qu'aujourd'hui les grands foyers de contestation de l'ordre établi, Notre-Dame-des-Landes en Loire Atlantique, Sivers dans le Tarn, la forêt de Chambaran en Isère soient liés à des marais : les ZAD (Zones à défendre) sont des zones humides dans lesquelles s'expérimentent aussi d'autres modes d'être au monde.

Martyres, dominées, les zones humides sont depuis la toute fin du XXe siècle des vitrines de l'environnement et ce tant pour les politiques de conservation de la nature (Natura 2000, PNR, réserves nationales et régionales, arrêtés de biotopes...) que pour la fabrique de la ville durable : lieu de nature sublimée, les marais, plans d'eau et vallées alluviales participent pleinement du développement durable des territoires ruraux ou urbains. Loin d'être unique, ce retournement brutal de paradigme renvoie à l'histoire des zones humides qui ont, tour à tour, et ce depuis la Préhistoire, fait l'objet de successions brutales de pratiques contradictoires alternant des phases d'intégration à des temps de vive relégation vis-à-vis des territoires environnants et des modes de dominants de valorisation de l'espace. Laissant des marques tangibles dans le fonctionnement biophysique des lieux d'eau et dans l'organisation des sociétés locales qui les animent, cette alternance historique érige les zones humides en laboratoire de l'histoire environnementale.

L'histoire environnementale au travail

Renaud Becot * ¹

¹ Laboratoire de Recherche Historique Rhône-Alpes - UMR5190 – Centre National de la Recherche Scientifique : UMR5190, Université Jean Moulin - Lyon III, Université Lumière - Lyon 2, École Normale Supérieure - Lyon, Université Pierre Mendès France - Grenoble 2, Université Grenoble Alpes – France

Au cours des dernières années, de nombreuses initiatives (colloques, séminaires, ouvrages et articles) se proposent d'alimenter une rencontre historiographique entre les perspectives d'histoire environnementale et d'histoire (des mondes) du travail. Alors que le domaine historiographique ouvert par l'interaction de ces deux historiographies reste souvent perçue comme un champ de (sur-)spécialisation, cette communication invite à considérer que l'étude du travail (considéré à la fois comme activité et comme institution) constitue une piste de renouvellement pour l'histoire environnementale.

Si la question du travail ne fut pas au cœur de l'histoire environnementale américaine telle qu'elle s'écrivait dans les années soixante-dix et quatre-vingts, elle reste pourtant à l'arrière-plan de ces études. Ainsi, de récentes études exhument les travaux d'historiens et de géographes italiens et français des années soixante. Soucieux de démontrer que les paysages étaient des construits historiques, ces auteurs reconnaissaient partiellement la part du travail dans la transformation de ces milieux. Quant à l'historiographie américaine, les récits classiques du Dust Bowl (où les tempêtes de poussières étaient analysées comme la conséquence de l'expansion d'un modèle agricole inadapté à l'écologie des grandes plaines) paraissent bien silencieuse sur les transformations du travail qui participèrent à métamorphoser ce milieu.

Dans un texte pionnier, en 1995, Richard White alertait sur ces points aveugles et invitait l'histoire environnementale à penser le travail comme le premier vecteur d'élaboration de savoirs des sociétés humaines sur leurs environnements. Bien que l'appropriation de cette proposition historiographique fut lente, la dernière décennie a vu fleurir des études qui s'inscrivent dans la foulée de cette invitation, voire esquissent de nouvelles pistes pour penser une histoire environnementale du travail. Aux essais historiographiques dressant des tableaux à partir de sources secondaires succèdent de riches études monographiques. Dans l'histoire environnementale américaine, le travail des bûcherons ou des pêcheurs est étudié comme une activité transformant un élément naturel en "ressource" monétisable – ces travailleurs sont ainsi, parfois, dépeints comme des garants de la conservation de ces ressources. Dans l'historiographie francophone, les études sur les nuisances industrielles dans et hors les usines incitent au dialogue entre histoire environnementale et histoire du travail. Ces différentes études saisissent à la fois le travail comme activité et comme institution, puisque l'étude des gestes au travail et de l'impact de la production sur l'environnement se double d'une attention portée aux différents acteurs qui codifient le travail : inspections (des installations classées ou du travail), scientifiques, législateurs, syndicalistes, etc. Ces percées historiographiques méritent d'être poursuivies et approfondies, et plusieurs thèses en cours contribuent à ce chantier. Toutefois, cette rencontre historiographique entre le travail et l'environnement ne doit pas se figer en se repliant dans une sur-spécialisation : elle doit pouvoir intégrer l'agenda de recherche de chaque chercheur en histoire environnementale, parce qu'une

*Intervenant

attention au travail permettra un gain de connaissances sur de nombreux sujets.

Dès qu'une société humaine intervient dans son milieu, ou entend protéger des territoires ou des ressources, il est question de travail : pas de protection de la faune ou de la flore sans un travail d'enquêtes et de collectes, scientifiques ou profanes, pas d'aménagement sans ouvriers pour bâtir des infrastructures, etc. Observer cette activité de travail impose le recours à des sources peu mobilisées par les historiens de l'environnement, ouvrant également l'opportunité d'intégrer des acteurs dont le rôle dans la transformation de l'environnement reste méconnu.

A l'heure où l'histoire environnementale est désormais un champ historiographique installé, près de vingt après la fondation de l'ESEH, son renouvellement peut profiter d'une hybridation croissante avec l'histoire du travail.

No Poisoned Seas: The Nordics' Regional and International Marine Protection

Melina Antonia Buns * ¹

¹ University of Oslo – Norvège

The poison in the well, as Jacob Darwin Hamblin entitled the results of common dumping of toxic and radioactive waste into the sea, may be regarded as a genuine unifying concern of the Nordic countries. Since all Nordic countries have either long coastlines, as Denmark, Finland, Norway and Sweden, or are completely surrounded by sea, as the Faroe Island, Greenland and Iceland, treating the sea with circumspection may seem natural. Yet, since the open sea is without national ownership it usually has been treated with contempt. The protection of the sea and marine environment as one of the common intentions of the Nordic countries reasons the prominence of this issue within emerging environmental politics during the mid-1960s and throughout the 1970s and 1980s. Yet, whereas the Nordics' cooperation with the states bordering the Baltic Sea has been researched, their regional protection conventions and international agenda-setting ambitions are still underrepresented.

In this paper, the parallelism and intertwinement of regional and international policy making shall be illustrated by the Nordics' treatment of waste and pollution of the sea. Despite the permanent threat of oil spills from Nordic and international container ships, in the early 1970s, water pollution, mainly caused by industrial, domestic and toxic sewage, rang the alarm bells of Denmark, Norway and Sweden, whose consumption threatened the marine ecosystems of the Kattegat, Skagerrak and Øresund. At a conference on environmental protection and urbanisation in the Nordic border region in 1970, politicians agreed that industrial waste water and marine pollution by oil and toxicities as well as the boundlessness of marine pollution posed a severe threat that had to be tackled with reduction of pollution, nature conservation, regional conventions and international politics.

For small states, as the Nordic countries are, multilateralism was and still is an essential approach for influencing international politics and policy making. Applying a transnational historical approach to regional cooperation within the Nordic region, Nordic international policy making within other international organisations' environmental politics as well as exchange and development of political ideas, from scientists, environmental organisations, to parliamentarians and international organisations promises new knowledge on an environmental issue that has gathered research interest for a long time. Furthermore, a transnational perspective on the Nordic councils' environmental politics allows for an analysis of its connections to local, national and international actors and institutions and thus seeks to make an original contribution to recent research on international organisations role in environmental politics stating that cooperation and competition between other international organisations was of significance for this new policy. The paper's transnational approach, geographical setting, and institutional frame illustrates how environmental history can be written in the 21st century. The importance of single prominent actors addressing this environmental problem at the given point in history, the necessity of

*Intervenant

transboundary cooperation when dealing with the borderless environment, the mutual affection of water and air pollution – when connections, cooperation and influences are made apparent in historical research, the stories of the environment become more nuanced and intertwined, but this also requires to consider scientific research that laid the foundation for developments in the past. Based on political sources as well as historical scientific research, this paper will write environmental history interdisciplinary. Furthermore, this paper to some extent also contributes to environmental history during the Cold War, in particular because the Nordic countries were regarded as a neutral bloc between the East and the West.

Retour sur une recherche interdisciplinaire : le suivi quantifié de l'évolution de diversité génétique des blés en France de 1912 à 2006, une histoire environnementale de la modernisation agricole ?

Christophe Bonneuil * ¹

¹ Centre Alexandre Koyré - Centre de Recherche en Histoire des Sciences et des Techniques – École des Hautes Études en Sciences Sociales, Cité des Sciences et de l'Industrie, Centre National de la Recherche Scientifique : UMR8560 – France

Depuis 2008, nous avons lancé une recherche interdisciplinaire entre histoire et génétique et écologie végétale. Après avoir travaillé sur l'histoire de la sélection végétale, les transformations du monde des semences, ses acteurs et sa régulation (Bonneuil et Hochereau, 2008 ; Bonneuil et Thomas, 2009 et 2010), la rencontre avec Isabelle Goldringer, généticienne des populations à l'Inra menant des recherches collaboratives avec le Réseau Semences Paysannes, a été décisive pour concevoir ensemble un indicateur et un plan de collecte de données (génétiques comme documentaires et archivistiques) pour évaluer l'évolution de la diversité des blés cultivées en France au XXe siècle. Les résultats ont été publiés dans des revues d'agronomie et d'écologie (Bonneuil et al. 2012 ; Bonnin et al., 2014). Ils ont aussi soutenu une perspective d'histoire environnementale de la modernisation agricole française combinant analyse des transformations matérielles des paysages, analyse des transformations culturelles des façons de se représenter le vivant dans les sciences biologiques et agronomiques, et analyse des formes d'intervention "modernisatrices" de l'État sur le monde rural. Après avoir présenté les méthodologies et sources mobilisées, et les principaux résultats obtenus, nous nous interrogerons sur les enjeux de ce type de recherche interdisciplinaire. Quels dialogues avec les pistes théoriques autour de la "high modernity" (Scott, 1988) "l'evolutionary history" ou de l'histoire environnementale des systèmes de connaissance () ? Quelles sont les limites de ce type de travail quantitatif, mais restreignant la focale à une sous fraction de la biodiversité des agro-écosystèmes ? Est-on parvenu à croiser les disciplines, plutôt qu'à les juxtaposer ? Comment les acteurs agricoles, économiques et publics se sont-ils appropriés nos travaux ?

*Intervenant

les hectares fantômes de l'industrialisation britannique et la forêt laurentienne, 1806-1914

Stéphane Castonguay * ¹, Jim Clifford

¹ UQTR – Canada

Cette communication aborde le changement environnemental au Québec comme produit de l'intégration de la vallée du Saint-Laurent dans des circuits d'échanges commerciaux soutenant l'industrialisation britannique pendant le long 19e siècle. Saisie à travers la notion d'hectares fantômes (*ghost acres*), l'empreinte écologique de la Grande-Bretagne embrasse à la fois les changements paysagers de la forêt laurentienne et de l'arrière-pays, ainsi que les modifications du marché britannique en fonction de la disponibilité des ressources forestières et des transformations économiques de la métropole.

Proposée par Borgstrom (1965) pour désigner l'espace nécessaire à la satisfaction des besoins alimentaires d'une population et reprise plus récemment par Pomeranz (2000) pour expliquer le démarrage économique de la Grande-Bretagne au 19e siècle, la notion d'hectare fantôme renvoie à la possibilité pour un pays de surmonter les limites écologiques de son territoire immédiat en s'approvisionnant de ressources extraites d'un espace extra-frontalier. Ainsi, selon Pomeranz, n'eût été la mobilisation de ressources provenant de l'extérieur de son territoire insulaire, la Grande-Bretagne n'aurait pu surmonter le verrou écologique provoqué par la saturation de son territoire et s'engager dans une nouvelle phase de croissance économique.

Tel que présentée et utilisée dans l'historiographie, la notion d'hectare fantôme décrit abstraitement le processus de prélèvements extra-territoriaux de ressources naturelles. Elle demeure une illustration hypothétique des emprunts écologiques effectués par une métropole auprès de ses dépendances. Plutôt que de postuler l'existence des hectares fantômes, nous opérationnalisons cette notion en reconstituant les réseaux d'échanges de matières premières, depuis le site d'extraction jusqu'à leur destination, pour identifier les transformations environnementales qui résultent de leur insertion dans les circuits économiques impériaux.

Notre communication porte spécifiquement sur l'approvisionnement de la Grande-Bretagne en bois canadien au 19e siècle, surtout après le blocus continental napoléonien mis en application dans la foulée du décret de Berlin de 1806. Une abondante historiographie a souligné la fonction vitale jouée par les produits du bois exportés depuis la vallée laurentienne dans l'économie britannique, sans toutefois chercher à lier explicitement ce commerce à l'état du couvert forestier. Dans notre communication, nous analysons spécifiquement l'intensité et la spatialité des activités d'extraction des ressources forestières commercialisées à travers les réseaux d'échanges de l'empire britannique, ainsi que le déplacement des fronts pionniers et ses conséquences sur le couvert forestier de la vallée laurentienne. Dans un premier temps, nous dressons un portrait du commerce de bois entre le Québec et la Grande-Bretagne. Pour affiner ce portrait du commerce transatlantique, nous avons identifiés les régions de provenance des ressources exportées

*Intervenant

selon leurs ports d'expédition. Dans un deuxième temps, nous recoupons ces données tirées des activités douanières et portuaires avec des travaux en écologie historique sur l'exploitation forestière au Québec. En connaissant, pour différentes périodes et différentes régions, les volumes de bois extraits en fonction des essences d'arbre, nous retraçons les transformations des paysages forestiers pour la vallée de l'Outaouais, la vallée du Saint-Maurice et le Haut Saint-Laurent, qui se fondent sur des rapports d'arpentage et des inventaires forestiers, et qui nous donnent prise sur la composition du couvert forestier à l'époque pré-industrielle. Enfin, pour voir comment les transformations du paysage forestier laurentien se sont agencées aux changements du marché métropolitain, les indices de construction en Grande-Bretagne nous renseignent sur l'intensité de la consommation en bois (pour la construction navale, l'industrie du bâtiment, le chemin de fer, et les installations minières) au cours du 19^e siècle.

La description des transformations paysagères du commerce des ressources forestières, extraites de la vallée laurentienne puis exportées vers la Grande-Bretagne, nous permet de cerner les repercussions environnementales de l'approvisionnement colonial de la métropole, et d'illustrer qualitativement la notion d'hectare fantôme. Nous pouvons ainsi dégager une dimension négligée de l'intégration économique et environnementale de l'empire britannique et qui permet de révéler l'empreinte écologique de l'industrialisation de la Grande-Bretagne.

Communication, environnement et conflictualité : les apports d'une approche par l'espace public oppositionnel

Mikaël Chambru * ¹

¹ Groupe de Recherche sur les Enjeux de la Communication – Université Stendhal - Grenoble 3 : EA608, Université Grenoble Alpes – France

La thématique environnementale est aujourd'hui un facteur structurant de l'espace public s'exprimant notamment à travers l'affirmation d'un " environnement en transition " qui ouvre une période de " tensions sociales spécifiques et renouvelées " (Leroy et Suraud, 2014) et où " les demandes sociales en matière d'expertise, de formulation de normes et d'interdisciplinarité n'ont jamais été aussi fortes " (Grisoni et Némoy, 2013). Cette communication entend donc interroger dans ce contexte la manière dont les sciences de l'information et de la communication peuvent s'approprier cette thématique environnementale et se positionner dans le champ des Environmental studies. Le but est de montrer les apports d'une approche passant par le concept d'espace public et sa tension oppositionnelle (Chambru, 2017) dès lors que l'on souhaite penser sur le temps long les relations de pouvoir qui structurent la construction des " problèmes publics " liés aux interactions entre les sociétés et leur environnement.

A partir du cas de la controverse électronucléaire, l'attention est portée sur les échelles d'interventions des acteurs au sein de l'espace public ainsi que sur la pluralité de ces acteurs et leur (non-)participation hétérogène à la structuration du " nucléaire " en objet politique, à sa mise en visibilité et en discussion. L'objectif est double. D'une part, restituer et saisir la construction de ce " problème public " comme un enjeu de lutte permanente entre les différents acteurs sociaux

– autorités politiques, scientifiques, industriels, journalistes et mouvements sociaux – en concurrence pour défendre leurs " intérêts " et imposer leur propre " vision du monde ". D'autre part, proposer de saisir le positionnement de ces acteurs, leurs choix tactiques, leurs stratégies d'alliances, de publicisation et de médiatisation au prisme des " jeux d'échelles " car les frontières administratives institués ne circonscrivent pas le risque nucléaire en leur sein.

Somme toute, cette communication propose et soumet à la discussion critique un " modèle théorique " permettant de rendre compte des rapports de force qui structurent la problématisation de ce fragment de l'histoire environnementale. Dans cette perspective, on s'attachera à situer les apports d'une approche par l'espace public oppositionnel par rapport aux autres concepts – basés sur une approche morcelée de l'espace public pour penser la pluralité des ressorts de la

communication – qui manient également ces problématiques de publicisation, d'espace public, de public, de discours hégémoniques et contre hégémoniques. Le but est de montrer qu'une telle approche peut permettre d'être plus attentif aux expériences sociales, d'avoir une lecture plus fine des interactions vécues et de restituer les logiques de circulation des acteurs et des argu-

*Intervenant

ments tout en les articulant les un-e-s aux autres. Il s'agit d'autant de clés de compréhension des phénomènes socio-historiques environnementaux étudiés.

Retracer et comprendre les trajectoires paysagères du Rhône : croiser des sources, combiner des méthodes et questionner un ancrage disciplinaire

Emeline Comby * ¹, Jérémy Riquier *

², Yves Le Lay ², Hervé Piégay ²

¹ Théoriser et modéliser pour aménager – Université de Bourgogne, Centre National de la Recherche Scientifique : UMR6049, Université de Franche-Comté – France

² Environnement Ville Société – Centre National de la Recherche Scientifique : UMR5600, Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Lyon, Ecole Nationale Supérieure des Mines de Saint-Etienne : UMR5600, Ecole Nationale des Travaux Publics de l'Etat : UMR5600, Université Jean Monnet [Saint-Etienne] : UMR5600, Université Jean Moulin - Lyon III : UMR5600, Université Lumière - Lyon 2 : UMR5600, École Normale Supérieure - Lyon : UMR5600 – France

L'histoire environnementale a pour objectif d'analyser " *la dynamique des interactions entre la société et son milieu, sur les plans matériel, organisationnel et symbolique* " (Castonguay 2006). Au sein de ce courant, des néologismes ont été formés pour appréhender l'eau comme celui d'hydrohistoire (Lemeunier 2006 ; Lemire 2011) qui vise à prendre en compte les " *temps de l'environnement mettant en relation les données climatiques, hydrologiques et sociales ; temps politique à la croisée des formes de gouvernement des hommes et de gestion de la ressource en eau ; temps économique des usages de cette ressource dans des contextes techniques spécifiques* " (Fournier 2015). De fait, les questionnements autour des changements fluviaux à l'interface entre " biophysique " et " société " sont partagés par différentes disciplines, comme le montrent la " géographie de l'environnement " (par exemple Arnould et Simon 2007) ou la " sociologie de l'environnement " (par exemple Charvolin 2003). Des hybridations disciplinaires apparaissent : la géohistoire de l'environnement tente de " *restituer à la fois la dynamique et la structuration des milieux ou des territoires sur le temps long* " (Jacob-Rousseau 2009, p. 211). Les chercheurs abordent aussi les évolutions des pratiques et des représentations sociales et individuelles à l'égard de l'environnement. Cette communication est fondée sur des recherches interdisciplinaires en géohistoire de l'environnement, développés dans le cadre de l'Observatoire Hommes-Milieus (OHM) Vallée du Rhône, un des sites-ateliers de la Zone Atelier Bassin du Rhône (ZABR). D'un point de vue thématique, quels sont les grands enjeux identifiés au sein de ce collectif scientifique qui peuvent être rattachés à l'histoire environnementale ? D'un point de vue plus disciplinaire, pourquoi des géographes de formation sont-ils amenés à développer des questionnements d'histoire environnementale ?

Dans un contexte de restauration du Rhône et de ses marges, les paysages construits soulèvent des enjeux liés à l'histoire environnementale : souhaite-t-on recréer un paysage disparu, voire un

*Intervenant

paradis perdu (Le Lay 2007 ; Dufour et Piégay 2009) ? La représentation qu'en ont les contemporains a-t-elle évolué au cours du temps ? Les changements représentationnels évoluent-ils de pair avec l'évolution des structures biophysiques ? Comment les deux interagissent ? Les dynamiques (qui ont provoqué l'altération ou la disparition des paysages qui précédaient les aménagements) risquent-elles d'ébranler les paysages reconstruits ? La communication se centrera sur le concept de " trajectoires paysagères " à l'interface entre société et environnement pour comprendre les évolutions à la lumière des mécanismes de production et de fonctionnement des paysages actuels pris comme des palimpsestes (Germaine 2009). Deux questions la structurent : i) quelles données peuvent-être collectées et comment les combiner pour établir des trajectoires paysagères ?, ii) quelle(s) posture(s) méthodologique(s) peuvent-être développée(s) dans la relation à l'histoire ?

Le premier axe de cette communication est centré sur les différentes sources mobilisables (essentiellement au XXème siècle) pour étudier les paysages du Rhône selon deux entrées : d'une part une approche biophysique ou structurale à travers des archives sédimentaires, des images aériennes et des cartes topographiques et d'autre part une entrée représentationnelle s'appuyant sur des discours médiatiques, scientifiques, politiques et juridiques. Si ces deux entrées devraient être combinées pour mener à bien un projet en histoire environnementale, les modalités de recueil et de traitement s'effectuent généralement à des échelles spatiales (site, tronçon, région) et temporelles (heure, jour, année, période) différentes. Combiner ces données apparaît comme une tâche complexe : i) des scientifiques aux compétences différentes doivent cohabiter en termes d'attentes, de savoirs et de savoir-faire, ii) la généralisation de données collectées empiriquement à l'échelle micro requiert une diversité de signaux (relevé topographique ou bathymétrie et micro-histoire d'un événement précis) et de situations, et à l'inverse iii) des analyses plus synoptiques (typologie de bras rhodaniens, presse quotidienne nationale ou références juridiques) doivent être transposées avec prudence au niveau d'un autre site ou d'une gestion d'événement. Le deuxième axe de cette contribution porte sur les méthodes. Les travaux présentés s'inscrivent dans une approche (plutôt) quantitative : systèmes d'information géographique pour les cartes et les images verticales, analyse de laboratoire pour les archives sédimentaires, textométrie et analyse de contenu pour les textes. La visualisation de cette quantification peut être vue comme un des moyens de montrer et d'analyser des changements. La profondeur historique permet de qualifier ces trajectoires, entre ruptures et inerties. Outre " l'avant " se pose la question de " l'après " : la collecte de données historique peut-elle (ou doit-elle) permettre la mise en place de modèles prédictifs et donc de projection dans le temps ? Il s'agit de mettre à l'épreuve la pertinence d'une projection tendancielle sur les formes et les paysages des anciens bras du fleuve, mais aussi de cerner les difficultés et les limites mises en lumière par ce type de pratique. Ce dernier point permet d'interroger l'intérêt de recourir à l'approche diachronique pour gérer les cours d'eau, en révélant un gradient de postures scientifiques : d'une démarche au service de la gestion à des approches plus radicales voire utopiques (ou dystopiques) marquées par la (*radical*) *political ecology*.

” Crise de la rationalité ingénieriale et émergence de l’environnement comme objet de recherche-action dans le champ de l’agronomie (des années 1970 à nos jours) ”

Pierre Cornu * ¹

¹ Laboratoire d’études Rurales – Université Lumière - Lyon 2 : EA3728 – France

L’émergence de la question environnementale dans le champ des sciences du vivant piloté prend une tonalité spécifique en France pour deux raisons majeures. La première est la puissance des héritages agrariens qui informent l’imaginaire de l’espace métropolitain cultivé, certes profondément remaniés dans la phase modernisatrice qui suit la Seconde Guerre mondiale, mais néanmoins suffisamment vivaces pour maintenir la fiction d’une cohérence holiste du territoire national. La seconde réside dans la formation ingénieriale des agronomes français, qui constituent de fait un corps distinct du monde de la biologie universitaire, doté d’un ethos de l’action rationalisatrice renforcé par leur rassemblement dans une institution spécifique, l’Inra, fondé en 1946 pour régénérer la puissance agricole nationale.

Or, depuis la fin des années 1960, ce monde de la recherche-action se situe au cœur de la crise environnementale de l’Europe occidentale, avec les problématiques successives de la pollution des nappes phréatiques et des cours d’eau, des pluies acides et des crises liées à l’industrialisation de l’alimentation.

Soucieux de s’inscrire dans la dynamique des politiques publiques nouvelles, mais réticents face à une écologie scientifique qui décentre l’analyse par rapport à l’exploitation agricole, les agronomes essaient de s’inventer peu à peu, dans un dissensus interne et externe croissant, une mission régalienne de refondation de la sécurité alimentaire qui prend en compte de manière croissante la question environnementale et qui, en retour, modifie à la fois leur appréhension du vivant et les échelles de leur action, jusqu’à la tentative récente de fonder une science syncrétique à partir de l’agronome et de l’écologie, ” l’agroécologie ”.

Le croisement des archives institutionnelles et académiques et des témoignages oraux des personnels de la recherche agronomique publique, rendu possible par un effort tardif mais réel de l’Inra pour sauvegarder et ouvrir ses archives, offre l’opportunité à l’historien de s’immerger dans un monde de la pratique étroitement lié aussi bien à la profession agricole qu’aux industries alimentaires ou à l’appareil d’État. Toutefois, le traitement de ce matériau pose de redoutables problèmes d’interprétation, à la fois en raison de la dimension ésotérique de la langue des biosciences, mais également du fait du verrouillage particulièrement sévère de la ” boîte noire ” du génie biologique appliqué et des arbitrages entre rationalité

descendante et feedbacks du ” terrain ” qui s’y jouent. Expérimentée depuis 2010, une pratique de la recherche collaborative, qui combine fréquentation de l’institution, entretiens qualitatifs, quête d’archives publiques et privées et discussions autour d’élaborations progressives du récit

*Intervenant

historien, atteint aujourd'hui un stade qui justifie un retour vers la communauté des historiens pour en discuter la pertinence et les limites.

À la jonction entre histoire rurale, histoire des sciences et histoire de l'environnement, un tel projet suscite de fait des interrogations méthodologiques à la fois spécifiques et sans doute susceptibles de nourrir un débat comparatif intéressant avec d'autres champs de pratiques. L'environnement n'est pas seulement un nouvel objet de la recherche historique, il est aussi une construction culturelle et cognitive, dans laquelle les biosciences, et singulièrement l'agronomie, la foresterie et la zootechnie ont joué un rôle crucial, tout en étant profondément transformées elles-mêmes en retour. Il s'agit donc d'assumer le caractère de paradigme en phase d'élaboration de la question environnementale, qui place les historiens non en situation confortable d'extériorité, mais d'implication épistémologique. La question environnementale, qui a brisé la linéarité du grand récit scientifique du progrès, suscite en effet une demande d'histoire particulièrement vigoureuse dans le

monde des biosciences ; une demande qui exige de la part des historiens une réponse autre qu'opportuniste ou distante, mais véritablement dialogique.

Recherche appliquée en histoire environnementale : le cas de l'Avesnois (Nord).

Marie Delcourte Debarre * ¹

¹ CALHISTE – Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis – France

Entre 2010 et 2015, l'actuelle région Hauts-de-France a initié une politique de reboisement : le Plan Forêt Régional (PFR) ayant pour objectif de doubler la superficie forestière sur l'ensemble du territoire d'ici une trentaine d'années, tout en améliorant la multifonctionnalité des forêts. Les enjeux environnementaux, territoriaux, politiques mais aussi sociétaux qu'implique ce reboisement, nécessitent de la part des gestionnaires une prise de recul sur les dynamiques spatiales et temporelles qui ont marqué le territoire à différentes échelles.

Une première analyse des dynamiques spatio-temporelles a été réalisée sur une " zone laboratoire " choisie par la région Hauts-de-France : l'Avesnois. L'Avesnois se situe au sud du département du Nord, à la frontière du département de l'Aisne et de la Belgique. Territoire riche en biodiversité, il joue un rôle important pour le schéma régional de cohérence écologique. Le bocage et la forêt ainsi que des reliquats de cloisons forestières, bordant les anciennes haies médiévales, forment les paysages les plus caractéristiques de ce territoire. Avec 30 745 ha de forêts, soit un taux de boisement de 19 %, l'Avesnois est l'un des territoires les plus boisés des départements du Nord et du Pas-de-Calais.

L'objectif de ce travail était de contribuer à renouveler les manières de faire et d'écrire l'Histoire en s'attachant à l'étude des relations homme-milieu conçues comme un ensemble co-évolutif et dynamique entre les socio-systèmes et les systèmes naturels. Inscription dans le temps long, imbrication des échelles spatio-temporelles, mise en oeuvre de sources diversifiées, rapprochement avec les sciences du vivant et plus particulièrement l'agroforesterie, ce travail a été l'occasion de mettre au point de nouvelles méthodologies et concepts afin de rendre compte des respirations dont a hérité le paysage de l'Avesnois d'aujourd'hui.*

Par ailleurs, cette recherche parce que menée dans le cadre d'un contrat Cifre (Convention industrielle de formation à la recherche) participant au Plan Forêt Régional et au Schéma Régional de Cohérence Ecologique Trames Vertes et Bleues (SRCE-TVB), supposait un croisement entre démarche fondamentale et démarche appliquée. L'objectif était de mettre en évidence des terres anciennement boisées pouvant faire l'objet de replantations, avec l'idée d'une continuité dans l'occupation des sols.

L'organisation des recherches a nécessité de mettre en place une logique appropriée, devant satisfaire à la fois les scientifiques mais aussi les acteurs du monde forestier actuel, traduisant ainsi le cahier des charges de la convention Cifre. La présente communication évoquera les enjeux de la démarche appliquée sur le territoire de l'Avesnois.

*Intervenant

L'histoire environnementale comparée, un nouveau champ de recherche en émergence au début du XXIe siècle ? Exemple des cours d'eau et des zones humides en France et au Canada.

Laetitia Deudon * ¹

¹ Cultures, Arts, Histoire, Imaginaires, Sociétés, Territoire, Environnement (CALHISTE) – Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis : EA4343 – UVHC - Campus du Mont Houy 59313 Valenciennes, France

Depuis les années 2000, l'histoire environnementale est marquée par une montée des travaux comparatifs à l'échelle occidentale et au-delà (Niget et Petitclerc, 2012 ; Blanc, 2015). Les spécialistes des rivières et des zones humides ont rejoint cette nouvelle tendance historiographique grâce au développement d'études comparatistes dont l'enjeu est en outre de décrire l'évolution des interactions entre les sociétés et les hydrosystèmes selon les espaces grâce à la mise en comparaison d'études de cas variés. Ainsi, l'étude des infrastructures hydrauliques, les relations ville-fleuve (Winiwarter *et al.*, 2016), la métamorphose des zones humides (Butzer, 2002), l'industrialisation et l'urbanisation, les politiques de gestion (Hermon, 2008), les conflits (Fournier, 2012), les risques (inondations, pollutions), les systèmes de représentations (Coates, 2003) sont autant de thématiques réexplorées au miroir de l'approche comparative. Le colloque *Rivers in History, Designing and Conceiving Waterways in Europe and North America*, tenu à Washington en 2003, celui qui s'est déroulé à Trois-Rivières en 2009 intitulé *L'industrialisation des rivières : perspectives comparées*, qui a donné lieu à l'ouvrage *Urban Rivers. Remaking Rivers. Cities and Space in Europe and North America* (Castonguay et Evenden, 2012, ainsi que le colloque *Regards croisés sur les zones humides nord-américaines et européennes* (Franchomme et Sajaloli, 2015) font écho des avancées significatives dans la structuration de ce sous-champ disciplinaire auquel plusieurs chercheurs commencent à se revendiquer. De surcroît, cette veine de travaux comparatifs est marquée par l'émergence de thèses et de publications portant spécifiquement sur la comparaison entre la France et le Canada (Kennedy, 2013 ; Deudon, 2016 ; Furst, 2017).

Cette présente communication présentera brièvement le travail de recherche inscrit dans le cadre de la préparation d'une thèse en cotutelle internationale France-Québec qui vise à l'étude diachronique de la construction des paysages et des territoires fluviaux de l'Europe du Nord-Ouest et de l'Amérique du Nord dans une perspective comparée, à travers deux études de cas qui sont la vallée du Haut-Escaut (12e-20e siècles) et la vallée du Saint-Laurent dans la région de Montréal (17e-20e siècles), deux territoires représentatifs des dynamiques environnementales et paysagères visibles à l'échelle occidentale.

La confrontation de ces deux études de cas montre que, par-delà leurs différences hydrogéo-

*Intervenant

graphiques et historiques, ces deux territoires présentent des trajectoires paysagères comparables, matérialisées par des " temps de l'eau " en partie communs qui sont les suivants : essor des infrastructures hydrauliques et des activités liées à l'eau à l'ère préindustrielle, travaux de canalisation et d'assèchement des zones humides, industrialisation des rivières, recouvrement des cours d'eau urbains, apparition de friches hydrauliques, travaux de requalification des canaux de navigation et de renaturalisation des rivières urbaines. Ces similitudes dans la transformation des lieux d'eau résultent de processus technologiques, socio-économiques, socio-politiques et culturels communs allant des transferts techniques et socioculturels de la colonisation à la redécouverte des cours d'eau à des fins touristiques et patrimoniales. Ils restent toutefois marqués par des différences importantes en termes de temporalité et de spatialité de transformation et par des particularités régionales qui donnent corps et intérêt à l'approche comparée. En effet, l'étude comparée constitue un outil heuristique afin de comprendre comment ces processus se déclinent au sein de deux territoires distincts, quelles sont variables qui entrent en jeu (situation, hydrographie, population), les invariants et collectifs sociaux similaires et comment ces processus contribuent à établir des convergences dans les relations société-environnement ainsi qu'une synchronisation progressive des temporalités.

En ce sens, l'histoire environnementale comparée constitue un front pionnier qui permet de soulever de nouvelles questions et d'enrichir la compréhension des relations société-environnement. Intégrée à une démarche géohistorique, la confrontation des temporalités permet de réfléchir sous un angle nouveau aux dynamiques d'anthropisation et de transformation de l'environnement selon les territoires considérés via la comparaison des séquences de transformation, des rythmes d'aménagement, l'évolution des rapports villes-rivière, etc. La question des temporalités différentielles est essentielle pour tenter de saisir les interactions société-environnement dans une perspective globale, de favoriser la montée en généralité de processus observables sur différents territoires tout en dégagant les spécificités de chaque ensemble en fonction des contingences géographiques et historiques. Au terme de cette recherche, il s'agira de mettre les résultats de cette étude en dialogue avec les autres travaux comparatifs afin de voir dans quelles mesures ces cas d'étude sont exemplaires et révélateurs des dynamiques que l'on retrouve ailleurs en Europe et en Amérique du Nord.

Vers une approche appliquée de l'histoire environnementale dans la gestion et la valorisation des territoires. Le cas de la vallée de l'Escaut (Hauts-de-France).

Laetitia Deudon * ¹, Gérald Duhayon , Audrey Lieval

¹ Université de Valenciennes – Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis – France

À l'heure où la vallée de l'Escaut s'inscrit au cœur d'importants projets de territoire visant à la requalification, à la redynamisation et à la valorisation patrimoniale du fleuve et de ses zones humides (Canal Seine-Nord-Europe, Ecoport Valescaut, Labellisation Ramsar, Projet Man & Biosphère), l'intégration des données historiques constitue un élément primordial pour fournir une meilleure compréhension, gestion et valorisation du territoire d'aujourd'hui. La prise en compte des temporalités longues permet ainsi de recontextualiser les dynamiques contemporaines des paysages hérités, de comprendre les formes actuelles afin de connecter les données passées et présentes, de décortiquer et de reconstituer les trajectoires paysagères et environnementales dans une démarche à la fois rétrospective et prospective.

Dans le cadre de cette proposition, il s'agira de voir dans quelles mesures l'histoire environnementale, dans une approche interdisciplinaire et appliquée, peut formuler des éléments de réponse aux préoccupations des acteurs du territoire dans leurs différentes missions et actions. Dans le cas de l'Escaut, la volonté de confronter les données anciennes et actuelles donne lieu à une collaboration étroite entre les chercheurs de l'Université de Valenciennes et les gestionnaires du bassin de l'Escaut à travers une convergence des réflexions et des questionnements. Les différents échanges avec l'éventail d'acteurs et d'institutions responsables du territoire de la vallée de l'Escaut (PNR Scarpe-Escaut, Syndicat Mixte de l'Escaut, SAGE-Escaut, Conservatoire des Espaces Naturels, Valenciennes Métropole, association L'Escaut en Devenir) soulignent les contributions multiples de l'historien aux réflexions actuelles, aux actions de valorisation et aux processus de classement de la vallée de l'Escaut.

L'historien de l'environnement dispose ainsi de différents atouts pour s'intégrer dans l'espace public et apporter son expertise dans les grands débats concernant la compréhension et gestion de l'environnement actuel (continuité écologique, déclassement et destruction des aménagements hydrauliques, gestion des risques pollution et inondation, etc.). Le cas de la vallée de l'Escaut montre le rôle indispensable des spécialistes de l'environnement passé dans ces questions et leurs apports aux réflexions des acteurs, gestionnaires et élus. Il apporte le recul et la profondeur historique indispensable, de même qu'une réflexion essentielle sur les héritages, l'hybridité des systèmes fluviaux et des interactions nature/culture et montre le caractère opérationnel des recherches en histoire environnementale. Son action passe par l'intégration des groupes de travail (Groupe de Travail " Histoire et Patrimoine lié aux Zones Humides " du PNRSE), des commissions et comités scientifiques (Commission locale de l'Eau), l'écriture de rapports d'étude

*Intervenant

à l'attention des gestionnaires, la participation aux réunions de concertation et aux dossiers de classement (volet Ramsar "valeurs culturelles et sociales"). Le travail conjoint entre chercheurs et gestionnaires permet également développement d'outils de vulgarisation scientifique et pédagogique tels que la conception de cartes interactives associées à une base de données qui permettent le recensement du patrimoine paysager disparu ou relictuel et son évolution (témoins archéologiques, patrimoine industriel minier, friches hydrauliques, etc.), la modélisation 3D et la réalisation de supports de communication (expositions, ateliers). Ces actions entrent dans le cadre de l'éducation au territoire (PNR), mission-clé de sensibilisation des habitants aux patrimoines naturels et culturels et à leurs mutations. L'histoire environnementale favorise ainsi, aux côtés des acteurs, une reconnexion de la population à son territoire et à son environnement et souligne ainsi tout l'utilité de la discipline pour le monde actuel.

Une histoire de l'environnement au service de l'Etat ou de la collectivité ? Retour sur une expérience de recherche liée au cas d'une décharge polluée aux PCB en Suisse

Alexandre Elsig * ¹

¹ Université de Fribourg – Suisse

C'est d'abord l'histoire d'une décharge d'une petite ville, Fribourg, située sur un terrain de l'Etat (canton) à proximité d'une rivière, et dans laquelle étaient déposés des déchets ménagers et industriels entre 1952 et 1973 ; c'est ensuite l'histoire de la découverte de la nocivité de cette décharge, plus de trente ans après sa fermeture, cette dernière continuant de contaminer aux PCB de type dioxine les eaux et les terres attenantes (interdits depuis 1986 en Suisse, les polychlorobiphényles sont des mélanges industriels utilisés pour leurs propriétés isolantes et leur stabilité chimique et physique) ; c'est enfin l'histoire de l'assainissement de cette décharge et de la bataille juridique engagée autour de la répartition des coûts de dépollution. En application du principe du pollueur-payeur, cette délicate question engage celle des responsabilités de cette contamination environnementale. Qui est responsable, et de quoi ? C'est pour tenter de répondre à cette question que l'Etat de Fribourg m'a engagé en 2009 pour réaliser une expertise consacrée à l'histoire de la décharge mais également à celle de son utilisation par la société de condensateurs électriques suspectée d'y avoir déposé des quantités importantes de PCB.

Ce colloque sera l'occasion de revenir de façon critique sur cette expérience en discutant de l'utilité sociale de l'histoire et des dangers de sa "judiciarisation". Ma communication réfléchira aux opportunités mais aussi aux limites représentées par une histoire environnementale appliquée à un cas précis de pollution. La recherche se mène ici en parallèle des relevés toxicologiques in situ, du travail juridique avec l'élaboration d'un avis de droit et enfin des attentes d'un Etat, ici juge et partie, amené à prononcer une décision administrative concernant la répartition des coûts d'assainissement – ceux-ci sont estimés, en l'état, à 250 millions de francs suisses, soit environ 215 millions d'euros

*Intervenant

WITHOUT SMALL THINGS, THE GREAT IS NOT GREAT. Discussing water history or the paradox of an interdisciplinary field within a discipline

Maurits Ertsen * ¹

¹ Delft University of Technology – Pays-Bas

Water has been a key concern to human societies throughout history, whether used for domestic, economic, or spiritual purposes. As a result of this material and spiritual dependence on water, the ways that human societies harness, access, and use water have significant implications for their organization. Whatever the concept applied, human-water relations also have implications for the ways that humans in societies make meaning out of water. The formal establishment of the International Water History Association (IWHA) in 2001 has helped to invigorate the study of water history on local, regional, and global levels. Increasing interest in water history was given further momentum in 2009 with the launch of IWHA's journal *Water History*. The journal had two major aims. The first of these aims was to consolidate and advance the growing scholarly interest in water history. The second of the two aims for the new journal was to spearhead scholarship on the importance of water history to contemporary environmental concerns.

The study of water history can enhance our understanding of the nexus between the human and physical worlds. It is obvious that water been quite essential in developing human communities throughout the world. Water history as such contributes to our understanding of economic, political, social, and environmental history, the history of science, medicine, technology, environmental sciences, and geography. Scholars from the humanities, social sciences, sciences, and engineering disciplines have all contributed to the field of water history. The coherence of water history as a subfield comes from its commitment to the disciplinary characteristics of history. Through their formulation of research questions, theoretical approaches, analytical methods, and use of sources, water historians can transcend disciplinary boundaries precisely when they remain true to the discipline of history.

Drawing on the scholarship featured in the journal *Water History* allows a survey in the field of water history. Nearly a decade of publication has introduced readers to a wide range of themes within water history, with contributions on rivers, urban water systems, irrigation, health, water quality, and state-led engineering, just to name a few. Meanwhile, case studies have focused on regions as far-flung as the southern United States, the North China Plain, Iran, and central Europe. Among the approaches to studying these relationships, there has been a particular focus on the importance of water technologies, which bring human desires, ideas, and expertise into relationships with physical possibilities and limits. It is the water historian's task to disentangle

*Intervenant

these relationships between people and water over specific time periods. In this regard, the water historian's task is not unique: at the core of any historical scholarship is a drive to demonstrate and understand the complexity of the past.

What I will argue is that all societies may know spirituality, liberty, rationality, history, many of which relate to water, but that these values, their shapes, and their relations show many different ways that are continuously negotiated and contested over time. As such, all water histories are local and constructed, crafted in response to the changing relationships between people and water. Consequently, this requires closer methodological attention to the agency of historical actors and to the specificity of the historical and environmental contexts. The wealth of water histories available—such as those published in *Water History*—points to the opportunities for more diverse and comparative studies of how people have understood and managed water in the past. Further still, they show how water histories are fundamental to the practice of water management, then, now and in the future.

L'histoire environnementale, nouveau chantier de l'histoire des pêches en Europe méridionale ? Bilan historiographique et perspectives

Daniel Faget * ¹

¹ Temps, espaces, langages Europe méridionale-Méditerranée – Aix Marseille Université : UMR7303, Centre National de la Recherche Scientifique : UMR7303 – France

Les historiens de la mer ont peu travaillé sur la mer. La réflexion développée au cours de cet article n'a pas pour objectif de leur en porter grief. L'historiographie française, qu'elle se consacre aux sociétés littorales ou continentales, a découvert plus tardivement la thématique environnementale que le monde anglo-saxon, pour nombre de raisons, qui relèvent pour l'essentiel d'une culture nationale. On constate cependant que les recherches en histoire environnementale, qui se sont cristallisées depuis plus de trente ans sur l'histoire des forêts, des animaux ou plus récemment des pollutions, ont quasi systématiquement ignoré le monde marin. Quelques œuvres isolées font à cet égard figure de travaux d'avant-garde, et l'espace méditerranéen n'est pas à ce titre celui dans lequel ces approches environnementalistes ont été les plus négligées. Cette quasi-cécité demeure source d'interrogation, et ce travail s'attachera à présenter un bilan de la recherche sur cette thématique, en essayant d'expliquer les raisons qui ont longtemps pu légitimer l'oubli ou le désintérêt de nos collègues pour l'histoire des pêches et celle de l'environnement marin. En explorant des pistes pour l'écriture d'une histoire du milieu marin non réductrice ni exclusive, cette communication proposera dans un deuxième temps une réflexion sur les possibles développements de la recherche dans ce domaine spécifique, dans une perspective résolument interdisciplinaire, liant les apports de la recherche historique aux débats en cours sur la définition de nouvelles voies de développement durable.

*Intervenant

Ecrire la biographie d'un toxique. Réflexions à partir du cas des PCB

Aurélien Feron * ¹

¹ CERMES3 - Centre de recherche, médecine, sciences, santé, santé mentale, société – École des Hautes Études en Sciences Sociales : UMR8211, Université Paris Descartes - Paris 5 : UM7, Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale : U988, Centre National de la Recherche Scientifique : UMR8211 – France

Après avoir été massivement produits pendant près d'une quarantaine d'années dans les pays les plus industrialisés et utilisés dans de nombreuses applications – aussi bien dans l'industrie que dans des objets "de la vie courante" –, les PCB (polychlorobiphényles) furent décrits à partir de la fin des années 1960 par la communauté scientifique comme une pollution globale de l'environnement et comme des substances présentant une menace sanitaire en cas d'exposition chronique.

Chose rare au cours du XXe siècle dans le domaine de l'action publique touchant aux questions de pollution et de santé environnementale, les premières mesures réglementaires visant à limiter la dispersion de ces substances dans l'environnement ont été promulguées dans les pays producteurs quelques années seulement après la publicisation de ces connaissances. Depuis, d'autres mesures réglementaires sont venues s'ajouter aux premières, dans le même objectif d'abaisser le niveau de pollution de l'environnement et de contamination des êtres vivants. La communauté scientifique s'accorde d'ailleurs sur le fait que le niveau de pollution global de l'environnement a largement diminué après avoir atteint un maximum dans les années 1980.

Cependant, aujourd'hui, quarante ans après qu'ait été initiées ces actions transnationales contre la pollution par les PCB, celle-ci apparaît encore comme un problème environnemental et sanitaire, à différents égards, à différentes échelles et en différents lieux. Une analyse plus fine de la trajectoire du problème PCB tout au long de ces quarante ans le fait même apparaître doublement récalcitrant. Premièrement, après avoir engagé des mesures réglementaires pour tenter de maîtriser le problème de pollution globale, les pouvoirs publics ont du – bien souvent après avoir été interpellés par des scientifiques et des associations – gérer de nombreux autres problèmes liés aux PCB : pollutions locales ; denrées alimentaires contaminées ; contamination générale de la population, transmise de génération en génération via le lait maternel ; explosions et incendies de transformateurs contenant des PCB – incidents donnant lieu au dégagement d'autres substances toxiques dont des dioxines ; conflits d'aménagements en des lieux où avaient émergé des projets d'installation d'usine de retraitement de déchets souillés par les PCB. Deuxièmement, certains problèmes comme ceux posés par la gestion de pollutions locales ont resurgi alors même que des actions avaient été engagées pour y faire face.

Le travail de thèse sur lequel se base cette proposition de communication vise à retracer la façon dont des dangers et des problèmes ont été associés aux PCB par différents acteurs (en particulier des scientifiques, des associations, des industriels et des services de l'Etat) et comment

*Intervenant

ils ont été gérés par les pouvoirs publics, en France, depuis le début des années 1970. Je souhaite ainsi analyser la façon dont le problème PCB a été gouverné en France et, en outre, inscrire cette analyse dans une histoire plus globale du gouvernement de ce toxique à l'échelle internationale, et depuis le début de la production industrielle des PCB aux Etats-Unis en 1929 en mobilisant d'autres travaux de sciences sociales qui ont porté sur l'histoire des PCB.

Mon matériel d'enquête est constitué d'un corpus de littérature scientifique et de littérature grise, d'une série d'entretiens, et d'un ensemble d'archives, collectées auprès des acteurs rencontrés et dans des fonds d'archives départementaux.

Pour l'analyser, ce sont différentes disciplines et approches qui sont mises à contribution : histoire environnementale, *Science and Technology Studies*, sociologie pragmatique de l'alerte et du risque, sociologie politique des problèmes publics.

Je propose ici d'évoquer, au fil de mon analyse de la biographie des PCB et en particulier de la façon dont ont été gérés les dangers et les problèmes qui y ont été associés, les apports des différentes sources et des différentes disciplines et approches que j'ai mobilisées. Je propose également de préciser en quoi une analyse qui suit la trajectoire de ce toxique en différents lieux, dans différents espaces sociaux, et sur des échelles de temps variées (longue pour l'analyse du gouvernement du problème de pollution global, et plus courtes pour l'analyse des épisodes de résurgences locales de certaines facettes de ce problème) permet de dégager des éléments expliquant la récalcitrance de ce problème sur le long terme.

Ecrire une histoire environnementale du Grand Lyon

Stéphane Frioux * ¹, Gwenaëlle Legoullon *

2

¹ Laboratoire de Recherche Historique Rhône-Alpes - UMR5190 (LARHRA) – Université Pierre Mendès France - Grenoble 2, École Normale Supérieure - Lyon, Université Lumière - Lyon 2, Université Jean Moulin - Lyon III, Centre National de la Recherche Scientifique : UMR5190 – Institut des Sciences de l’Homme - 14, avenue Berthelot - 69363 Lyon cedex 07, France

² Laboratoire de Recherche Historique Rhône-Alpes - UMR5190 – Centre National de la Recherche Scientifique : UMR5190, Université Jean Moulin - Lyon III, Université Lumière - Lyon 2, École Normale Supérieure - Lyon, Université Pierre Mendès France - Grenoble 2, Université Grenoble Alpes – France

L’histoire environnementale a souvent cherché à faire coïncider l’objet de l’étude avec un terrain délimité géographiquement, qu’il s’agisse d’un cours d’eau, d’une région ou d’une ville. Dans ce dernier cas, c’est l’historiographie nord-américaine qui s’est révélée la plus féconde, produisant de nombreuses monographies et des ouvrages collectifs, et disposant d’une collection dédiée aux Presses de l’Université de Pittsburgh.

En France, si l’histoire des villes a eu, il y a trente ou quarante ans, une vogue éditoriale (collection chez Privat et Horvath), elle a été consacrée essentiellement à l’événementiel politique ou aux grandes caractéristiques sociales et culturelles des cités étudiées, laissant d’ailleurs une part assez mineure aux mutations les plus contemporaines.

En tirant parti du développement de l’histoire environnementale, et en cherchant à développer des approches en histoire urbaine et en histoire environnementale au contact d’autres disciplines, on peut proposer de lancer un chantier d’histoire environnementale de l’agglomération lyonnaise, désormais connue sous le nom ” Grand Lyon ”.

Cette communication exploratoire vise à présenter ce chantier et à recueillir les avis des collègues présents au colloque du RUCHE. Elle discutera le thème en envisageant trois grands axes : les pistes thématiques à privilégier ; les espaces d’enquête nouveaux sur lesquels pourrait porter l’investigation ; les disciplines à associer au projet. Pour des raisons de faisabilité et de concision, elle se concentrera sur les XIXe-XXIe siècle, sans méconnaître les travaux sur les périodes antérieures (par exemple, Reynard, 2009 ; Zeller, 2017).

La communication servira à proposer quelques terrains nouveaux sur lesquels on appliquera un regard environnemental pour développer ou renouveler la connaissance à leur sujet :

le cœur de l’agglomération (Lyon-Villeurbanne pour l’essentiel), en redéveloppement, qui

*Intervenant

pose de nouvelles questions comme la prise en compte de l'héritage des activités industrielles (sols pollués ou potentiellement pollués) ;

La zone du Rhône en amont et en aval de Lyon, où se posent respectivement des enjeux de préservation d'espaces " naturels " et des puits d'alimentation en eau de l'agglomération et de gestion des nuisances industrielles (pollution de l'eau et de l'air) ;

Les monts d'Or, au nord-ouest, qui permettent d'interroger étalement urbain et préservation d'espaces boisés, et d'aménités environnementales, dans une dimension d'histoire environnementale de la périurbanisation et d'emprunts à la justice environnementale.

La plaine de l'Est lyonnais, espace d'extension facile de l'agglomération et de ses activités industrielles qui ont quitté le cœur, ainsi que d'infrastructures de transport variées (rocade, autoroute, contournement ferroviaire à grande vitesse, aéroport). Le cas sera développé à travers les grands ensembles d'habitation

La carte et la rivière : la cartographie au service de l'histoire environnementale des cours d'eau (Alsace-Canada, XVIIe-XVIIIe siècles)

Benjamin Furst * ¹

¹ Université de Haute-Alsace – Université de Haute-Alsace (UHA) Mulhouse - Colmar – France

À l'époque moderne, les cours d'eau constituaient un élément structurant le territoire en tant que supports d'une économie locale et globale, axes de circulation, enjeux militaires et diplomatiques. Leur évolution au cours des deux derniers siècles offre cependant au chercheur peu de points de comparaison entre le réseau hydrographique préindustriel et celui d'aujourd'hui. Les grands travaux de rectification des cours d'eau ont modifié en profondeur le paysage hydrique. Des creusements et élargissements aux endiguements à grande échelle, en passant par les infrastructures hydroélectriques, les évolutions techniques, économiques et politiques ont eu une influence tant sur les régimes hydrologiques des rivières que sur les paysages et les usages et représentations qui s'y rattachent.

Comment, dès lors, retracer l'histoire de l'eau à des périodes préindustrielles ? Par quels moyens peut-on connaître les paysages et la dynamique des cours d'eau d'Ancien Régime, et analyser les pratiques et les représentations qui y sont liées ? Souvent, notamment parce qu'elles peinent à rendre compte de la dimension spatiale d'un phénomène, les sources écrites se révèlent insuffisantes pour appréhender à elles seules la réalité environnementale de l'époque moderne. La communication se penche sur quelques apports possibles de la cartographie à l'histoire environnementale des cours d'eau à l'époque moderne, à travers les exemples des vallées du Saint-Laurent et du Rhin.

Outil privilégié de la géographie, la carte est en effet utile à de nombreuses autres disciplines, dont l'histoire, dans la mesure où elle révèle ou met en lumière des organisations spatiales bien plus aisément que l'écrit¹. Qu'il s'agisse de la simple localisation de phénomènes, comme les cartes d'inventaires, ou de travaux plus complexes qui croisent plusieurs types d'information, les cartes sont à la fois un support de communication et un outil de recherche. Dans ce derniers cas, la spatialisation de données issues d'archives (écrits ou cartes anciennes) permet d'approcher l'action ou les représentations de groupes d'acteurs en matière de réseaux hydrographiques, ou de participer à la reconstitution des paysages de l'eau à l'époque moderne.

Dans la mesure où la carte aide à comprendre l'organisation du territoire, la simple cartographie de phénomènes anciens permet ainsi d'éclairer et de synthétiser les sources écrites. Qu'il s'agisse de montrer les principales routes militaires - souvent fluviales - entre le Canada et les territoires Iroquois, ou de refléter l'évolution des nombreux moulins hydrauliques de la province d'Alsace, la carte supporte et complète le discours de l'historien-ne. En effet, parce qu'elle est par essence un document graphique, la carte facilite la compilation des données et complète l'apport

*Intervenant

des autres sources. Elle révèle ainsi non seulement des structures spatiales, mais des processus historiques. Cependant, malgré les progrès de la cartographie numérique qui permettent de montrer des phénomènes dynamiques, l'intégration du facteur temps peut s'avérer problématique, en fonction de la disponibilité des sources et des contraintes cartographiques (sémiologie graphique, format, échelle). Souvent, il faut se résoudre à généraliser à outrance : ainsi, malgré sa richesse, le recensement des moulins d'Alsace en 1773 dressé par les subdélégués est hétérogène, les données qui y figurent sont inégales et lacunaires malgré la clarté des instructions. Les cartes qui en résultent à l'échelle de la province sont donc des cartes *a minima*, simplifiant souvent la réalité et laissant apparaître des " blancs " et des imprécisions dont il faut tenir compte.

De tels écueils existent également lorsqu'il s'agit de retrouver la morphologie des réseaux hydrographiques anciens. La communication s'arrête notamment sur les enjeux de la reconstitution du Rhin avant sa canalisation au milieu du XIXe siècle. Le tracé du fleuve était en effet loin de ce qu'il est aujourd'hui : son cours en tresses émaillé d'îles et de bras morts évoluait d'année en année, voire de mois en mois au gré des événements climatiques et météorologiques. Cette inconstance se révèle un enjeu à la fois pour les cartographes de l'époque moderne et pour ceux d'aujourd'hui qui entendent représenter une hydrographie la plus conforme possible à ce qu'elle était. Malheureusement, les sources à disposition et le comportement même du fleuve rendent cet idéal impossible à atteindre, obligeant les chercheurs à des compromis s'appuyant notamment sur des jeux d'échelle. Le recours aux cartes anciennes est précieux, mais les données qu'elles contiennent doivent être réutilisées de manière critique. La carte de Cassini, par exemple, peut être utilisée à condition de tenir compte des modalités de son élaboration et de ses limites. Des tentatives plus locales, comme celles de Valérie Mahaut pour l'île de Montréal², ou de Laurent Schmitt et Jérôme Houssier sur des secteurs du fossé rhénan³ semblent plus accessibles, mais restent sujettes à caution.

Un intérêt particulier est accordé aux cartes anciennes. Dans un contexte où le pouvoir royal français et ses relais se reposent de plus en plus sur de tels objets comme outil de connaissance du territoire et de décision, la production cartographique des XVIIe et XVIIIe augmente et se diversifie. Au niveau régional, astronomes et hydrographes cartographient tout ou partie d'un cours d'eau pour en améliorer la navigation ou l'aménagement : c'est par exemple dans cette optique qu'avec le soutien du pouvoir royal, Louis Jolliet et Jean Deshayes s'emploient à dresser une carte du Saint-Laurent au milieu des années 1680. Le degré de précision de ces deux cartes, achevées à un an d'intervalle, est alors inégalé. L'étude de la correspondance entre Québec et Versailles permet d'identifier non seulement les objectifs qui président à la réalisation de telle carte, mais également les relations entre les différents acteurs qui y concourent ou encore les méthodes employées pour les levés. Mises en contexte, éclairées d'autres sources ou de leur habillage (titre, dédicaces...), on apprend ainsi que les deux cartes de Jolliet et Deshayes correspondent à des projets distincts, sinon concurrents, et opposent deux pratiques de la cartographie en Nouvelle-France, la cartographie savante qui bénéficie du soutien du pouvoir central et les travaux locaux qui s'appuient sur la pratique régulière du terrain. La postérité de ces cartes, notamment celle de Deshayes qui continue d'être référencée et copiée dans les productions cartographiques du XVIIIe siècle, y compris étrangères, renseigne également sur d'autres approches, plus indirectes, de l'environnement hydrique canadien.

À des échelles plus grandes, les ingénieurs militaires ou civils s'appuient sur les cartes pour superviser ou concevoir les aménagements destinés à développer le territoire ou lutter contre les inondations : c'est le cas des ingénieurs des Ponts et Chaussées d'Alsace au XVIIIe siècle. Leurs cartes sont au cœur de leur pratique, et renseignent non seulement sur leurs actions, mais également sur le fonctionnement général du corps ainsi que de l'intendance qui le supervise. Puisqu'elles présentent des projets, elles portent les traces des méthodes de travail de ces experts et du fonctionnement de l'administration royale en province. La communication s'arrête

sur un exemple qui montre que l'historien ne doit même pas nécessairement avoir accès à la carte pour comprendre son usage : on s'intéresse ainsi à une carte du réseau hydrographique alsacien perdue en 1749, et aux tentatives de la retrouver, puis de la remplacer à partir de 1751. Les sources administratives (ordonnances, correspondance et procès-verbaux) permettent d'identifier les acteurs impliqués (destinataires, auteurs, commanditaires), les mesures qui conduisent à l'élaboration d'une nouvelle carte, la finalité de cette dernière. Lorsque les cartes et plans anciens nous parviennent, ils peuvent proposer un autre niveau de lecture. Ce n'est plus la seule information spatiale qui sert de matériau à l'historien, mais les autres données qu'il peut en tirer : un commentaire manuscrit ou une ordonnance de renvoi à un inspecteur contribuent eux aussi à éclairer le processus décisionnel et les modalités d'action sur les cours d'eau. Le graphisme renseigne sur l'usage de la carte et sur les techniques de leurs auteurs. S'esquissent ainsi les pratiques administratives et les techniques du personnel des Ponts et Chaussées, à la fois dans leurs interventions sur le milieu et dans ses rapports avec l'autorité monarchique. À la fois sources et ressources, les cartes anciennes permettent donc de connaître les environnements passé et éclairent le rapport à l'eau de certaines catégories d'acteurs (pouvoirs publics, usagers, experts techniques).

Cartographie historique et cartes anciennes se combinent donc pour approfondir la connaissance des environnements hydriques et des usages et des représentations qui s'y rattachent... à condition de conserver en permanence un regard critique sur leur contexte de production et de diffusion.

1 Bertin Jacques, *Sémiologie graphique : les diagrammes, les réseaux, les cartes*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1998, p. 7.

2 Mahaut Valérie, Recensement cartographique des anciens cours d'eau de l'île de Montréal et tracé des creux et des crêtes. Cartographic survey of the island of Montreal's former water-courses showing thalwegs and crest lines, 2016, [en ligne] <http://hdl.handle.net/1866/16311>

3 Schmitt Laurent, Houssier Jérôme, Martin Brice et al., " Paléo-dynamique fluviale holocène dans le compartiment sud-occidental du fossé rhénan (France) ", *Des fleuves et des hommes à l'époque mérovingienne*, 42e supplément à la *Revue archéologique de l'Est*, 2016, p. 15-33.

Biodiversité et santé : quand la faune sauvage bouleverse la gestion du sanitaire

Sébastien Gardon * ¹, Marc Artois , Léonie Varobieff

¹ UMR Territoires - Clermont Auvergne – AgroParisTech, VetAgro Sup, Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture, AgroSup Dijon - Institut National Supérieur des Sciences Agronomiques, de l'Alimentation et de l'Environnement, Université Clermont Auvergne, Institut national de la recherche agronomique [Auvergne/Rhône-Alpes] : UMR1273 – France

Cette communication propose de revenir sur l'analyse des impacts et des enjeux concernant des événements sanitaires majeurs ayant impliqué la flore ou la faune sauvage comme source d'une maladie humaine. A partir d'une démarche d'enquête volontairement pluridisciplinaire –mêlant des approches en sciences du vivant et sciences sociales- et d'un travail de recueil de données qui s'est déroulé entre septembre 2016 et septembre 2017 dans le cadre d'une commande du groupe de travail santé et biodiversité¹, cette recherche a été conduite à partir d'une analyse documentaire et bibliographique sur les crises sanitaires passées, et d'entretiens sur les périodes plus récentes. Notre objectif est de mieux comprendre les problématiques environnementales pour gérer les politiques de santé publique. Dans ce sens, nous proposons une analyse socio-politique des déterminants de situations de crises sanitaires selon les témoignages recueillis auprès de personnes impliquées dans chacun des exemples choisis. L'enquête suggère que l'incertitude qui entoure l'appréciation des risques sanitaires, le fonctionnement en silos des services techniques de l'Etat, et la dépendance de ces services aux routines, déterminent principalement les dysfonctionnements et les problèmes qui ont été observés.

Ainsi l'incertitude qui règne dans l'analyse des risques sanitaires d'intérêt, conditionne fortement les dérives qui maximisent l'estimation de la probabilité de survenue d'événements pourtant peu probables tels que des épidémies dans les populations humaines. Jamais probablement, aucune société humaine n'a été aussi bien préparée à faire face à ces événements s'ils surviennent dans un pays riche. Les arbitrages mal conduits, reposant sur une analyse partielle des situations, ne prenant pas (ou mal) en compte les conséquences sociologiques ou économiques de la propagation d'agents pathogènes aboutissent à la constitution de camps aux positions inconciliables. Les mesures préventives ou curatives limitent certaines libertés. La mise en place de ces mesures dans un contexte de contrainte s'inscrit bien dans la définition de Michel Foucault du concept de " biopolitique ", originellement positionné dans un contexte de santé humaine, mais transposable dans sa dimension sociale et politique au contexte animal. La plupart des crises du type étudié aboutissent à des mesures coercitives, que chacun voudrait voir appliquer aux autres, le jeu politique pouvant tirer parti de ces conflits pour renforcer son emprise sur certains groupes de citoyens.

Ainsi l'évaluation prudente des menaces sanitaires, la communication large sur les enjeux (car la lutte ou la prévention ont des conséquences indésirables), la concertation entre services de l'Etat et le recours à une science collaborative, ouvrent la voie à une nouvelle forme de démocratie,

*Intervenant

s'appliquant au domaine sanitaire, moins dogmatique et s'appuyant sur la responsabilité individuelle et collective des citoyens. Cette approche reconnaissant l'importance de la diversité, tant sociale que biologique, constitue une avancée courageuse dans la lutte pour la santé pour tous et partout.

La menace (sanitaire), et ses composantes et conséquences sociales, est à l'origine d'un processus en partie aléatoire, qui conduira, par enchaînement de réactions, à des situations incontrôlables. La menace résulte d'une représentation du danger sanitaire qui ne repose qu'en partie sur des connaissances établies. Ces dernières seraient donc acceptées par toutes les parties prenantes comme vraies. La menace repose sur l'ignorance ou la méconnaissance des causes mais surtout des conséquences du processus de contagion ou de contamination, qui " cible " la population humaine. Les maladies prenant leur source dans la flore ou la flore sauvage, constituent une des composantes principales de l'ensemble des maladies émergentes, principalement infectieuses. Les peurs qu'elles suscitent se nourrissent des mythes des grandes invasions et des grandes pestes historiques qui s'accompagnent de bouleversements de société. Le cygne qui périt sur un étang, le bouquetin qui boîte, l'allergique qui suffoque ou l'aréole autour de la morsure de tique peuvent être instrumentalisés en annonces de l'apocalypse... C'est la crédibilité de la menace apocalyptique et le refus -supposé- d'assumer le risque par la population, qui vont servir de levier à l'action en justifiant la mise en place de mesures curatives ou préventives, généralement coercitives...

La comparaison entre des situations sanitaires critiques suggère que la " mise à l'agenda " politique des actions de prévention ou de contrôle, dans un contexte de connaissances partielles des causes et conséquences, et de divergence sur les moyens à mettre en œuvre, ainsi qu'une communication mal maîtrisée, favorisent la constitution de camps défendant des points de vue devenant rapidement inconciliables. La maîtrise du temps (le piège de l'urgence), la concertation, le partage des savoirs, l'empathie, la compassion et le soutien institutionnels aux victimes, dans l'attente d'un consensus sur les mesures à prendre, sont à intégrer pour tirer les leçons des événements étudiés et favorisent une meilleure compréhension des questions de biodiversité dans les politiques de gestion de la santé publique.

1 Commun aux ministères de la transition écologique, de la santé et de l'agriculture et réunissant plusieurs experts et membres d'associations sur ces questions de santé et biodiversité dans le cadre du Plan National Santé Environnement 3.

Following hydrogen cyanide in the Valencian Country at the turn of the twentieth century

Ximo Guillem-Llobat * ¹

¹ Universitat de València – Espagne

In the last decade, historical studies on toxic products have flourished. These studies have been partially inspired by the growing social concern over the thousands of new products deposited every year into the atmosphere, rivers, sea, ground, our food, and our bodies. Historians have followed these products in different cultures and societies from different perspectives: history of chemistry, environmental history, history of public health, food history, or history of crime. A review of recent trends on these topics can be found in edited volumes such as Massard-Guilbaud and Mosley (2011); Le Roux and Letté (2013), Boudia and Jas (2013; 2014); Davis (2014); and Rodger and Johnson (2014), as well as in the recent special issue of *Endeavour* in which I participated (Bertomeu-Guillem, 2016), and the essay reviews by Jas (2014) and, myself (Guillem, 2015) in the journal *Ambix*.

My research on toxic products is part of the Toxic Spain research project (HAR2015-66364-C2-2-P) funded by the Spanish Ministry of Science, which includes historians of science from Alicante, Valencia and Barcelona. And in the context of this project, from the numerous possible perspectives that exist in dealing with historical studies on toxic substances, we are mainly focusing on research that considers the sociomateriality of toxicants and that follows these substances throughout the multiple disciplinary areas dealing with them, mainly: forensic medicine and science, food safety regulation, occupational health and environmental toxicology. By following toxicants through disciplinary borders we are also led into interdisciplinary work connecting environmental history with the historiographies of science, technology and medicine as well as that of law and criminal justice. I shall develop this approach in studying the introduction and regulation of hydrogen cyanide in pest control.

At the turn of the twentieth century, chemical pest controls were introduced in agriculture as a prerequisite rather than as an ad-hoc treatment. Although pests had been a problem in agriculture for centuries, the important changes that the food chain underwent by the 1870s were responsible of an unprecedented intensification of these problems. The spread of intensive export agriculture and monoculture led to the emergence of pests of unknown devastating capacity and to the search of new controls which were meant to substitute the physical methods that had been more common in previous periods. Authors such as James Whorton or Nathalie Jas have referred to these changes and have raised interesting points on the use of arsenical pesticides in this period. This bibliography will constitute an interesting starting point for my research. However, as above-mentioned, I shall focus on another highly toxic substance used in pest controls in the first decades of the twentieth century, prussic acid or hydrogen cyanide.

Hydrogen cyanide was extensively used from the late-nineteenth century in citrus in Califor-

*Intervenant

nia and this experience was soon very influential in other citrus-growing regions. I shall analyse the introduction of this pesticide in the Valencian Country and focus on the way in which workers and consumers safety was considered in regulations as well as in the teaching and implementation of this treatment at the main Valencian agricultural research station. However, hydrogen cyanide was also used in chemical warfare, in criminal actions and in the fumigation of urban spaces. I shall follow the poison through all these uses and analyse, with a comparative approach, the regulations implemented in each case.

L'économie touristique au croisement des imaginaires contemporains de l'environnement (XIXe-XXe siècles)

Steve Hagimont * ¹

¹ Université Toulouse Jean Jaurès – Université Toulouse Jean Jaurès – France

Cette proposition de communication vise à interroger la place du tourisme dans notre rapport à l'environnement. Le tourisme témoigne en effet des rapports paradoxaux, fluctuants et conflictuels, noués entre les sociétés et leur environnement à l'époque contemporaine. Il constitue un des marqueurs du changement d'appréhension des éléments non-humains à partir du XVIIIe siècle. Il est en même temps une des formes majeures de l'exploitation contemporaine de la nature (eaux thermales, lacustres, maritimes et vives, neiges, glaces, cavités, paysages, faune et flore esthétisées et "ensauvagées"), en ayant conduit à de nombreuses urbanisations nouvelles et autres équipements en sites vierges et sensibles. L'exploitation de cette nature ne peut pas seulement être considérée comme une cueillette de ressources déjà-là. Elle est création de ces ressources, mise en scène et mise en marché. Les aménagements touristiques visent alors autant à permettre la consommation de cette nature désirée (les paysages pastoraux, les eaux thermales, la neige sportive, etc.) qu'à la faire valoir sur le marché, à la distinguer en tant que meilleure nature parmi toutes les natures du même ordre. Les aménagements créent ainsi de la valeur marchande où il n'y aurait eu que des émotions non monnayables. Le tourisme est enfin l'un des moyens par lesquels s'est forgée la contestation environnementale, l'un des moyens par lesquels s'est construite une sensibilité particulière aux changements environnementaux – des paysages aux écosystèmes. Au cours de nos recherches consacrées aux montagnes pyrénéennes, nous avons surtout apprécié l'impact du tourisme en terme qualitatif. Les urbanisations nouvelles, des stations de villégiature climatique et thermique aux stations de sports d'hiver, artificialisent les sols, augmentent la vulnérabilité aux aléas climatiques et posent des problèmes récurrents d'assainissement. Le tourisme transforme les montagnes paysannes en biens communs esthétiques et sanitaires d'échelle nationale pour immédiatement les réinsérer dans des circuits économiques privatifs mais en changeant au passage les usagers et les usages légitimes de cet environnement montagnard. Le tourisme, par la chasse, les excursions et les consommations diverses modifie discrètement mais incontestablement la faune et la flore (prédations, pénétrations accrues du milieu, chasses intensives, prélèvements accrus pour nourrir et loger les visiteurs, introductions diverses d'espèces allochtones) et les insèrent dans des circulations transnationales, de trophées, d'essences et de modes de consommation. Par la protection, des acteurs du tourisme tentent par ailleurs de se prémunir de certains excès de cette activité autant que de préserver leur capital touristique contre les autres usages. Ils offrent aussi à leur territoire un label distinctif de nature plus véritable qu'ailleurs tout en suscitant des vexations pour tous ceux qui y voient une forme d'"écologisation" de leurs modes de vie et de leur mémoire.

*Intervenant

Cette histoire environnementale de l'aménagement et de l'économie touristique gagnerait sans aucun doute au contact non seulement des autres sciences humaines et sociales (géographie, anthropologie, sociologie, largement convoquées dans nos recherches) et des sciences de la nature (biologie, géologie, glaciologie par exemple) pour mieux saisir l'impact du tourisme d'un point de vue quantitatif, en comparaison et en addition avec les autres formes d'anthropisation de milieux fragiles. Nous avons en tout cas la sensation que par le tourisme, activité économique dont la durabilité ne se discute pas, se lit une histoire contemporaine du rapport à l'environnement et aux êtres humains, une histoire traversée de contradictions et qui reste largement à interroger au prisme des inquiétudes actuelles. Une histoire qui serait faite de la confrontation entre des rêves d'ailleurs préservés et " authentiques ", d'ailleurs compensant les " excès " environnementaux et sociaux de

l'économie capitaliste, d'investissements massifs pour exploiter ces rêves, et de contestations devant cette marchandisation toujours plus poussée de la nature, des relations sociales et des imaginaires.

Un-disciplining Mount Fuji, or Finding and Losing Japan in the Anthropocene

Mark Hudson * ¹

¹ Max Planck Institute for the Science of Human History – Allemagne

This paper will discuss the role of Mount Fuji as a locus of environmental history in Japan, arguing beyond recent attempts to build a new discipline of ‘Fujinology’ centered narrowly on the mountain and proposing instead that Mount Fuji provides a useful prism to explore how we might conceive of a broader environmental history in the Japanese context. Through Mount Fuji, my aim is thus to ‘un-discipline’ Japan and to shift attention beyond the relatively narrow series of environmental tropes which have so far dominated discourse on human-nature relationships in that country.

The paper has two parts, the first historical and the second programmatic. The historical argument examines changing perceptions of Mount Fuji in the Anthropocene. Japanese literary critic Hiroo Mita noted that the first ascent of Mont Blanc in 1786 occurred within a decade of the completion of Watt’s steam engine in 1776. Although Mita did not use the term ‘Anthropocene’, the connection between industrial modernity and a new interest in mountains and other Natures is a widely noted element of Romantic thought. In her *Mountain Gloom, Mountain Glory*, Marjorie Nicolson analyzed how views of mountains in European arts and thought changed dramatically from the late 18th century. Those views were transported to Japan: whereas most 16-18th century European visitors had ignored Mount Fuji, from the moment Japan was re-opened by the steam-powered ‘Black Ships’ of the US Navy in 1854, Mount Fuji became the subject of numerous outpourings of ‘mountain glory’. Perhaps the most effluent such description was that of Dutch-born Henry Heusken, who, upon seeing the mountain in 1855, took off his hat and cried, “Great, glorious Fujiyama!” Glory forever to the mountain of mountains of the Pacific Sea, which alone raises its venerable brow covered with eternal snow amidst the verdant countryside of Nippon!’

With the discovery of mountains and Japan at the same historical moment, Fuji became a resonant site of discourse about Japanese tradition and modernity. Even the ability to climb Mount Fuji was re-invented by Westerners such as British consul Rutherford Alcock as a sort of test of the hegemonic bodyscape of disciplined modernity. Fuji suddenly became a hypervisible icon of identity and was adopted as a symbol of the nation-state by both Japanese and Westerners. Although national symbols are by definition controversial because they assume acquiescence and discipline to the national project, Mount Fuji has proven remarkably resilient as a symbol of Japan and, if anything, that role has become stronger in recent decades. In 2009, a former Minister of Education claimed that, ‘Mt. Fuji has been the traditional spiritual home of Japan.’ Such proposals, however, ignore the fact that Japanese views of Nature have changed significantly over time. Historian Julia Thomas has discussed how the idea that all Japanese have a communal view of ‘Japanese Nature’ can be traced back to early 20th century scholars such as

*Intervenant

Tetsuro Watsuji and to the nationalistic 1937 pamphlet *Kokutai no hongi*. Although, as noted by Thomas, this view of Nature was *modern* in that it brought Nature directly into the history of the nation-state, I will argue that the concept of the Anthropocene profoundly changes the way we can perceive the relationship between Nature and the nation. Seeing Mount Fuji as an icon of ‘Japanese Nature’ requires it to remain a discrete natural object ‘out there’ and ‘apart’ from human culture. Such a view of Nature has been widely deconstructed within Anthropocene Studies. From this standpoint, I argue that the disturbing, borderless, un-disciplined and invisible Nature of Fukushima is more representative of ‘Japanese Nature’ in the Anthropocene. If Anthropocene Natures ‘lose’ Japan, however, all is not lost for Mount Fuji. In the second part of this paper, I discuss how Fuji can still serve as a useful prism to explore environmental history in Japan. The argument here will be that an environmental history of/on Mount Fuji is not just ‘mountain history’ but also includes at least the following: *urban history* (Hokusai and all those city-based artists and poets who were making art about Fuji, as well as the mainly urban Fuji-kō pilgrim associations); *coastal and marine history* (includes both geological/ecological and cultural links between Fuji and the ocean), *industrial history* (the paper and textile factories in Fuji and Fujinomiya cities which use water from Mt. Fuji), *cultural history* (Mount Fuji as a global art icon). In fact, it turns out that almost every type of (environmental) history is connected to Mount Fuji. While the same argument could be developed for many other places, the previously limited discourses surrounding Mount Fuji make it an especially interesting case for such an ‘un-disciplined’ project.

Évaluer les pressions et le legs du flottage du bois dans les cours d'eau européens (XVIIe – XXe siècles) : une démarche heuristique pour la gestion contemporaine et l'archéologie antique ? Historiographie, sources et méthodes.

Nicolas Jacob-Rousseau * ¹, Frédéric Gob

¹ Archéorient - UMR CNRS 5133 — Université de Lyon2 – CNRS INSHS – France

Le flottage consiste à transporter de grands volumes de bois, de toutes dimensions (bûches, billots, troncs entiers) et de diverses manières (en vrac ou assemblés en radeaux ou en trains) sur la voie d'eau. Comme pour tous les autres pondéreux, ce mode de transport s'est longtemps imposé comme le meilleur et, dans le passé, quelle que fût la destination du bois (fourniture d'énergie, construction, fabrication de mobilier), le flottage a représenté une intense activité sur de nombreuses rivières où il nécessita des aménagements très divers. Par ce simple fait, il prit part au façonnement des milieux dans les vallées concernées.

Bien qu'il ait suscité depuis plus d'un siècle d'innombrables travaux historiques, le flottage peine à émerger comme sujet à part entière dans les recherches académiques et les programmes pluridisciplinaires. En France, mais cela est aussi valable dans les pays voisins, maintes publications, malgré leur qualité, n'ont connu qu'une diffusion restreinte ou régionale. Si l'origine de nombre d'entre elles peut l'expliquer - histoire marquée par le régionalisme, projets de mise en valeur du patrimoine local ou du paysage culturel, recherches sur les métiers disparus -, il faut reconnaître aussi que dans les travaux académiques, notamment ceux qui ont été consacrés en France à l'histoire de la forêt, le flottage occupe une place assez marginale par rapport à l'analyse des modes de gestion ou d'exploitation des massifs ou à la restitution des dynamiques écologiques ou paysagères ; à ce jour, malgré des travaux collectifs sur le transport du bois où il figure en bonne place, il n'a fait l'objet d'aucune thèse en langue française. Soulignons aussi que, en Europe, sa très commune assimilation à la batellerie occulte bien d'autres aspects de cette activité, notamment ceux qui lui sont le plus spécifiques.

De surcroît, la très grande majorité des études qui traite du transport du bois l'a surtout abordé sous l'angle économique et technique voire sociologique ou ethnologique. Par comparaison, les approches écologiques sont rares alors que le flux de bois lui-même et les divers aménagements destinés à en faciliter la descente vers l'aval ont entraîné des perturbations des milieux. Dans ce domaine, de récentes recherches suscitées par des projets de restauration écologique dans des cours d'eau de Scandinavie et d'Amérique du Nord ont mis en évidence le caractère destructeur du flottage pour les milieux ripariens ou les habitats piscicoles, les effets érosifs des lâchers d'eau

*Intervenant

destinés à entraîner les troncs vers l'aval, ainsi que la pollution des eaux par les tanins libérés lors du séjour du bois dans l'eau. Pourtant, bien que le transport du bois soit attesté sur un très grand nombre de cours d'eau de l'Europe et du bassin méditerranéen depuis plusieurs siècles, seules de rares études ont abordé la question de ses impacts antérieurs au XIXe siècle, en dépit des pistes suggérées par quelques travaux publiés depuis la fin des années 1990 et alors qu'il paraît très discutable de transposer aux rivières du passé toutes les conclusions tirées de l'étude de celles où le flottage était encore en vigueur au XXe siècle. Ces dernières ont été aménagées grâce à des moyens mécaniques inconnus jadis et il s'agissait souvent de milieux quasi-vierges quelques décennies à peine avant que l'intensité de la pression attînt son maximum.

Aussi, le propos de cette communication est-il d'examiner, sous l'angle historiographique et méthodologique, de quelle façon peut émerger une histoire environnementale du flottage ancien et quels enseignements peut-on en tirer. Trois axes seront suivis. Il s'agira dans un premier temps de présenter les dimensions de ce champ scientifique, les sources disponibles et les approches que l'on peut mettre en œuvre ; on insistera en particulier sur les enjeux d'une mesure rétrospective des nuisances écologiques et des pressions sur les milieux fluviaux à laquelle l'histoire économique, l'histoire des techniques et l'archéologie du paysage peuvent collaborer étroitement. Dans un second temps, en nous appuyant sur les recherches que nous conduisons depuis 2009 dans le massif du Morvan qui approvisionna Paris en bois à partir du XVIe siècle, nous exposerons l'état des connaissances acquises à ce jour sur l'empreinte laissée par le flottage dans le haut bassin de l'Yonne entre le XVIIIe et le XIXe siècles. Enfin, en discutant ces résultats à la lumière d'autres études de cas, nous examinerons deux voies dans lesquelles cette histoire environnementale de la rivière flottée du passé " récent " peut s'orienter. D'une part, on cherchera à cerner sa contribution à la connaissance des écosystèmes contemporains et des trajectoires que ces derniers ont suivies depuis quelques siècles. D'autre part on évaluera quelle peut être sa portée interprétative et heuristique pour engager une approche de type actualiste en direction de périodes plus anciennes, en particulier l'Antiquité, pour lesquelles les sources descriptives font défaut mais où de très volumineux transports de bois sont attestés.

Quelle histoire environnementale de l'architecture ? Proposition d'un bilan prospectif

Raphaël Labrunye * ¹

¹ ENSA-Bretagne – Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Bretagne – France

Cette communication propose de faire un bilan critique des recherches en histoire de l'architecture touchant aux problématiques environnementales et d'esquisser, au travers d'un programme de recherche en cours, les contours d'une histoire environnementale de cette discipline. L'architecture, comme tout artefact humain, est susceptible d'intéresser l'histoire environnementale. Son objet pose néanmoins quelques interrogations substantielles car le fil est ténu entre les conditions environnementales globales (faune, flore, géologie, climat) et l'architecture " savante ", celle qui concentre une grande partie des travaux de l'histoire de ce domaine. Si l'architecture vernaculaire, observée plus attentivement depuis quelques dizaines d'années, s'inscrit dans un écosystème évident entre matière, matériau, usage et forme architecturale, l'historiographie académique articule marginalement l'architecture aux conditions environnementales de sa production. C'est d'autant plus le cas pour l'architecture moderne et ses divers développements au XXe siècle, qui a considérablement élargi les techniques et les matériaux en les décorant des données locales. L'origine des matériaux de construction ou les pratiques culturelles de l'espace sont parfois étudiés, mais ces champs restent trop restreints pour constituer une grille d'analyse pertinente, obérant par exemple le champ de la théorie des formes ou celui de l'ingénierie. L'histoire urbaine semble de ce point de vue plus facile à intégrer dans l'histoire environnementale. Elle se situe à des échelles plus larges où l'équilibre entre les espaces urbains et ruraux implique des enjeux environnementaux évidents¹. Sébastien Marot développe ainsi depuis plusieurs années le concept de sub-urbanisme, qui consisterait à programmer un territoire à partir des données existantes sur le site, contrairement à son alter-ego, l'urbanisme, dont l'essence serait d'appliquer un programme artificiel au site².

En histoire de l'architecture comme ailleurs, les crises pétrolières des années 1970 ont incité certains chercheurs à réévaluer leur point de vue. Cela s'est traduit essentiellement par l'étude historique des dispositifs techniques d'adaptation climatiques, pour mieux les réintégrer dans des dispositifs prospectifs³. En ce sens, il semble plus facile de construire une histoire de l'architecture environnementale qu'une histoire environnementale de l'architecture. La première consiste à mobiliser les outils et méthodes de l'histoire sur des objets ou des aspects techniques qui n'ont pas été considérés jusqu'alors, dans la lignée des travaux de Reyner Banham⁴. Par exemple, Emmanuelle Gallo ou Giulia Marino ont travaillé respectivement sur les innovations techniques des systèmes de chauffage au XIXe et au XXe siècle, et les explorations formelles qui ont dès lors été autorisées. C'est le cas des immeubles à gradins (comme les gratte-ciels américains de l'entre-deux guerres), dont la forme est indissociable du développement du chauffage urbain et son corollaire, la disparition de la cheminée.

*Intervenant

La seconde histoire nécessite un renouvellement disciplinaire conséquent. Certains travaux émergent de façon plus individuelle, comme par exemple Goerd Peschken et son étude sur les temples grecs⁵. Ce dernier fait l'hypothèse de l'origine des ordres antiques dans la construction des greniers à blés, avec tout ce que cela suppose en matière de lutte contre les nuisibles ou de gestion climatique pour la bonne conservation. Sa démonstration repose essentiellement sur des observations de terrains et bouscule considérablement l'historiographie des deux siècles précédents. Pour d'autres projets, l'engagement pluridisciplinaire que cette histoire suppose n'est pas facilité par les conditions de production de la recherche à l'Université ou dans les écoles d'architecture. Dans la poursuite de nos travaux antérieurs⁶, des chercheurs de 6 écoles d'architecture se sont associés pour développer le programme de recherche SMART FRENCH sur le logement de masse construit dans l'après-guerre, entre 1945 et 1975. Entre urbanisme "solaire", architecture statistique⁷ et construction rationalisée, cette production condense toutes les contradictions de la production architecturale du XXe siècle. En mobilisant des outils de la recherche historique, des data-base et ceux de l'ingénierie des ambiances, nous démontrons une articulation savante entre le site (la topographie, les paysages), les formes urbaines guidées par les théories solaires et la distribution intérieure des logements issue de longues traditions culturelles. La dernière particularité de cette histoire environnementale de l'architecture, est qu'elle ouvre un champ opérationnel inédit dans le cadre des restructurations énergétiques des différents patrimoines.

1 Patrick VOISIN, *ÉcolΩ, Écologie et environnement en Grèce et à Rome*, Paris, les belles lettres, 2014

2 Sébastien MAROT, *Palimpsestuous Ithaca : un manifeste relatif du sub-urbanisme* thèse de doctorat sous la direction de Jean-Louis Cohen, École doctorale de l'École des hautes études en sciences sociales, 2008

3 Georges et Jeanne-Marie ALEXANDROFF, *Architectures et climats, Soleil et énergies naturelles dans l'Habitat*, Paris, Berger-Levrault, 1982

4 Reyner BANHAM, *The Architecture of the Well-tempered Environment*, Architectural Press, Londres, 1969

5Goerd Peschken, *Demokratie und Tempel: Die Bedeutung der dorischen Architektur*. Der Beeken, Berlin 1990.

6BOLLE Gauthier, *Charles-Gustave Stoskopf, architecte, Les Trente Glorieuses et la réinvention des traditions*, Rennes Presses Universitaires de Rennes, 2017 ; CARRIE Benoît et LABRUNYE Raphaél (dir.), *Étude de 10 ensembles de logements construits de 1945 à 1975*, Ministère de la Culture, 2013, 10 vol. 3 tomes publiés en 2015 ; SIRET Daniel, " *Rayonnement solaire et environnement urbain : de l'héliotropisme au désenchantement, histoire et enjeux d'une relation complexe* ", *Développement durable et territoires*, Vol. 4, N°2, 2013

7VAYSSIÈRE Bruno, *Reconstruction – Déconstruction. Le hard french ou l'architecture française des trente glorieuses*, Paris, Picard, 1988

Belonging on an Island: Birds, Extinction and Evolution in Hawaii

Dan Lewis * ¹

¹ The Huntington Library – États-Unis

The time frame for this research, and for a presentation at this conference, is relatively recent (for a historian), ranging from the late nineteenth century through the late twentieth century and up to the present. Because of this recent focus, a great deal of modern biology has come into play in my work, and I would welcome the opportunity to discuss the interdisciplinary aspects of the project. A substantial amount of environmental law is also contained in the project, in large part because of the groundbreaking role played by one of the four birds I scrutinize: the Palila (*Loxioides bailleui*, which was discovered by Pierre-Étienne-Théodore Ballieu, the French Consul-General in Honolulu, in 1876). The Palila was the subject of five court cases that dramatically influenced interpretations of the Endangered Species Act in the United States after the final case was concluded in the 1980s.

As a result, my project's topic is refracted through the lenses of several different disciplines, and I would greatly welcome a chance to discuss the truly interdisciplinary nature of my project, as well as to suggest new and unexplored directions for research. Finally, I consider research to be not just essentially interdisciplinary, but I have found that sources for research can also be very productively interdisciplinary. For instance, a key three-dimensional element has greatly impacted my approach to what is more typically document-based research: the use of bird study skins, and the leg tags used to identify them. I have also used archival materials, in-person interviews, three-dimensional objects, newly-discovered film footage, and other aspects to successfully triangulate my research and inform my arguments. I will also bring this multi-disciplinary approach to bear on a new book project, which I have just begun and which involves species discovery, rediscovery, and evolution in place.

*Intervenant

Ports et environnement : une histoire exemplaire à écrire dans la longue durée

Sylviane Llinares * ¹, Thierry Sauzeau *

², Mathias Tranchant *

3

¹ Université de Bretagne Sud – Université de Bretagne Sud – France

² Université de Poitiers – Université de Poitiers, Université de Poitiers – France

³ Université de La Rochelle – Université de La Rochelle – France

Les tendances récentes de l'histoire maritime l'ont inscrite à l'agenda de l'histoire globale¹. Si cette relation apparaît évidente, elle l'est a priori tout autant de celles entre histoire maritime et environnement. A ce jour, toutefois, ce champ de recherches est demeuré largement en jachère chez les historiens du fait maritime. Parmi les chantiers qu'il a lancé depuis sa refondation en 2014, le GIS Histoire & Sciences de la Mer² – Groupement d'intérêt scientifique national CNRS InSHS – explore désormais cette piste, en réunissant autour d'historiens maritimistes diverses disciplines des SHS, du droit, de l'économie et des sciences dites "exactes". Ainsi, le premier chantier consacré à la question des pêches dans la longue durée a-t-il donné lieu à l'élaboration d'un programme de recherche destiné à réinterroger la question de la crise de la ressource halieutique dans l'histoire. Ce programme a reçu une première reconnaissance scientifique, puisqu'il a été retenu en juin 2017 parmi les projets financés par le LabexMER (projet *Alma mare*).

Le deuxième chantier élaboré par notre réseau est consacré à la thématique "ports, flux, échanges". Trois journées d'études (Brest, Sables d'Olonne, Nice) ont donné lieu à de riches échanges interdisciplinaires. Du bilan de ces séminaires, le conseil scientifique du GIS a proposé en septembre 2017, le lancement d'un deuxième programme de recherches relatif aux **relations entre ports et environnement dans la longue durée**. Les interventions de biologistes, d'écologues, de géographes, d'archéologues et d'historiens ont bien mis en valeur, au cours de ces trois journées, la diversité des impacts sur le milieu proche, naturel et anthropisé, qu'ils soient causés par le trafic maritime (déballastage, espèces invasives) et terrestre (pollutions liées au trafic poids lourds, congestion du trafic), par les aménagements (clapage, eutrophisation, efflorescences toxiques) et l'activité industrialo-portuaire (recyclage des déchets, pollutions diverses, risques industriels majeurs). Loin d'être un phénomène récent, l'empreinte environnementale de l'activité portuaire s'inscrit dans la très longue durée. Il s'agit, au demeurant, d'une inscription bijective. Si les équipements littoraux exercent des pressions sur l'environnement, accompagnés d'effets économiques, sociaux et politiques, le milieu naturel a, depuis la plus haute Antiquité, représenté le premier facteur de contrainte pour l'aménagement d'infrastructures portuaires. À cet égard, le programme de recherche *Portus Limen* financé par l'*European Research Council*

*Intervenant

apporte des informations d'un intérêt majeur³. Les travaux des géographes et des épidémiologistes menés à Dunkerque et dans la zone transfrontalière du littoral franco-belge par le groupe " Irénée Zwarterook " montrent également toute l'importance d'une approche pluridisciplinaire et qui mêle différentes configurations nationales.

Dans le cadre du colloque du RUCHE, le GIS Histoire et Sciences de la Mer propose une communication visant à exposer un état des lieux problématisé des rapports entre ports et environnement dans la longue durée. Les pistes de réflexion proposées sont les suivantes :

Quelles pressions les équipements, les aménagements hydrauliques et les activités portuaires ont-ils imposé à leur environnement immédiat et périphérique ?

Si les grands ports et hubs contemporains sont de vastes territoires entièrement artificialisés capables de se soustraire aux contraintes naturelles initiales grâce à la puissance de l'ingénierie civile, il n'en a pas toujours été de même. Il s'agit en réalité d'un fait extrêmement récent, puisque le choix des sites portuaires a été, pendant des siècles, extrêmement dépendant d'un milieu considéré comme plutôt favorable à l'implantation d'une activité de transbordement. Toutefois, ce milieu présente aussi ses propres dynamiques et sa propre trajectoire, dont les contraintes ont pu être amplifiées par les installations et les activités portuaires elles-mêmes, ou bien par celles développées plus en amont des bassins-versant (extraction de carrières, déforestation, etc.).

Les effets des relations complexes entre ports et environnement s'étendent, là aussi dans la longue durée, à la faune aquatique (habitats halieutiques, nourriceries, invasion d'espèces allochtones tendant à se substituer aux espèces autochtones) et aux sociétés littorales qui doivent composer avec des nuisances de divers ordres (sanitaires, olfactives, visuelles, sonores). La question de la protection environnementale dans les territoires portuaires est devenue un enjeu central de l'acceptation de leur activité par les sociétés littorales.

La question du lien entre port et environnement s'inscrit également dans un cadre juridique varié, riche. Le droit contemporain informe d'une réglementation protectrice de l'environnement et du littoral qui s'étend de la construction des ports en raison de leur impact sur le littoral, en particulier la plaisance, à la gestion des ports, laquelle intègre plus spécifiquement la question de la protection de l'eau et du milieu marin (pollution par hydrocarbure, récupération des eaux usées, etc.). Ce cadre juridique peut être appréhendé, au-delà de l'interprétation technique des règles, comme un témoin exprimant les raisons de la réglementation en vigueur. Le droit épouse son temps et se transforme au gré des principes, valeurs qui traversent une société. L'analyse du droit de l'environnement et du droit portuaire dans une perspective historique et contemporaine pourrait ainsi être envisagée pour expliquer et comprendre les rapports entre ports et environnement et dessiner à partir de l'interprétation des textes une histoire au futur du lien entre port et environnement ainsi que la place de l'homme dans ce lien.

Il conviendrait, en dernier lieu, de tenter de préciser les caractéristiques d'un écosystème environnemental spécifique aux ports, lesquelles ont nécessairement présenté des configurations différentes dans la longue durée.

1 M. Fusaro et A. Polonia, " Maritime History as Global History ", *Research in Maritime History*, n° 43, 2010.

2 Cf. site Internet GIS Histoire & Sciences de la Mer

3 Cf. site Internet *Portus Limen*.

Histoire environnementale. Le cas de la pollution des rivières urbaines

Laurence Lestel * ¹

¹ METIS (UMR 7619) – CNRS : UMR7619, Université Pierre et Marie Curie [UPMC] - Paris VI – UPMC, Case courrier 105, 4 place Jussieu, 75005 Paris, France

L’histoire environnementale peut être considérée comme l’étude des relations de l’homme avec son environnement (dans toutes leurs complexités) et est de fait une approche qui rentre dans le champ disciplinaire de l’histoire. L’histoire de l’environnement décrivant les conséquences de l’activité et des décisions humaines sur l’état de l’environnement recouvre une approche interdisciplinaire qui mobilise de nombreuses disciplines. Elle s’appuie sur les connaissances issues des travaux en histoire environnementale, dépasse le clivage entre géographie physique (le milieu et son évolution) et géographie sociale (l’homme vivant dans ce milieu), couvre le champ de la géohistoire mais y associe l’évolution d’un état du milieu à une échelle de temps pluriséculaire qui n’est que rarement investie par les sciences environnementales.

Les deux approches d’histoire environnementales ou histoire de l’environnement peuvent être synchroniques ou diachroniques. L’histoire de l’environnement rajoute une dimension rétrospective où les états passés du milieu sont décrits à l’aide d’un seul référentiel, contemporain, afin de s’affranchir de la variabilité des critères avec le temps.

À l’interface entre sciences humaines et sciences de la nature, cette étude de ces systèmes socio-écologiques nécessite des cadres conceptuels comme le Material Flow Analysis (MFA), le DPSIR, le Human Environment Systems Framework (HES), ou le Social-Ecological Systems Framework (SESF), qui sont des moyens de structurer ces recherches ou de proposer un langage commun aux différentes composantes disciplinaires mobilisées pour analyser la complexité de ces relations hommes-milieu.

Je présenterai ici des résultats issus de cette démarche d’histoire de l’environnement pour des rivières européennes et leur évolution depuis le milieu du XIX^e siècle, qui sont le fruit de travaux collectifs réalisés par plusieurs équipes couvrant différents champs disciplinaires. Plusieurs dimensions sociales sont considérées : la perception que différents groupes sociaux ou acteurs publics ont du système fluvial, les fonctions qu’ils lui attribuent, les actions publiques qui ont été menées pour que le milieu fluvial remplisse ces fonctionnalités. Le milieu fluvial est analysé au travers de l’évolution de son état, non pas uniquement tel que rapporté par la société, mais celui que différentes méthodes d’investigation permettent de reconstituer (comme les carottes sédimentaires ou la modélisation rétrospective s’appuyant sur des données d’analyse du milieu anciennes). Les interactions entre ces deux sphères comprennent l’étude de la modification des fonctionnalités du milieu fluvial en fonction des activités humaines qui ont été menées sur son bassin versant et les conséquences des actions publiques sur l’état du milieu.

Dans un premier projet (financé par le programme PIRVE Ville) sur quatre villes européennes

*Intervenant

(Paris, Milan, Bruxelles et Berlin) et leurs cours d'eau, ont été analysés l'impact de l'urbanisation et de l'industrialisation croissante de ces quatre métropoles sur leurs rivières ainsi que les réponses sociales (combinaison de réponses techniques, législatives, réglementaires) apportées à ces changements environnementaux. Dans un deuxième projet " La société face aux changements de " qualité " des eaux de surface (France, XIXe-XXe siècles) " (Acronyme MAKARA, financé par l'ANR Soc&Env, janvier 2013-juin 2017), ont été alliés analyse de discours et descriptions de l'état du milieu, afin de comprendre comment la notion de qualité, définie par de multiples acteurs au cours des XIXe et XXe siècles, s'est construite, quels sont les ruptures ou les changements dans la conception de la qualité, et comment la société a réagi à ces changements " réels " ou socialement construits depuis le XIXe siècle.

Géohistoire des sécheresses et des inondations : perspectives comparatives

Alexis Metzger * ¹, Martin Boudou

¹ ENS – Ecole Normale Supérieure de Paris - ENS Paris – France

Partons d'un document, conservé aux archives municipales de Munster. A l'été 1834, des propriétaires de prairie s'associent dans la rédaction d'une lettre envoyée au ministre (?) pour protester contre un arrêté restreignant leur droit d'eau. Le ton est donné dès le début : " frapper de stérilité la plus riche vallée d'Alsace (...) détruire la plus noble, la plus durable et la première de toutes les industries ". S'ensuit nombre d'arguments pour défendre leur droit à l'eau, jusqu'à une démonstration de force : si l'arrêté est appliqué " les habitants de la vallée placés sur une pente de ruine (...) passeraient sans doute de l'état de calme à un état plus irritant et plus funeste, de dangereux conflits pourraient s'élever ". Une situation loin d'être unique à cette époque en Alsace !

Cette proposition de communication s'appuie sur les résultats d'un travail de postdoctorat à l'université de Strasbourg, consacré à l'histoire des sécheresses en Alsace. Elle montrera à quel point le partage de la ressource en eau est une question cruciale, notamment lors des sécheresses, dans une région encore très peu étudiée sous cet angle (contrairement aux espaces méditerranéens par exemple). Les sécheresses sont un moment de crise pour lequel il est difficile de faire la part des choses entre cause " naturelle " (déficit de précipitation) et facteurs anthropiques (prélèvements en eau). Dans la lignée des travaux d'Alice Ingold sur l'histoire du partage des eaux, nous nous demanderons sur quels savoirs et à partir de quels éléments de " référence " peut s'appuyer l'identification d'une pénurie. Nous présenterons les sources d'archives et verrons comment, dans cette géohistoire, histoire du climat, histoire de l'environnement et histoire sociale se combinent pour avoir une meilleure compréhension de ces conflits.

Nous ciblerons l'analyse sur une période où les conflits s'exacerbent, entre les années 1830 et 1870, particulièrement dans la vallée de la Fecht de Munster à Colmar. Des arrêtés préfectoraux viennent alors contraindre les droits des irrigants, propriétaires de prairie, alors que les industriels disposent librement de l'eau courante. C'est donc une question de rapports de force entre dominants et dominés qui se pose, où les intérêts politiques et économiques peuvent aller de pair. Pendant ces années, des gardes des eaux, parfois assistés de gendarmes, sont nommés... et souvent molestés.

Nous pourrions présenter plus en détails un duo d'années sèches, 1857-1858, étudiées dans le cadre d'un travail avec Nicolas Jacob-Rousseau. A Colmar, pendant les 24 mois de ces deux années, les précipitations sont inférieures à la moyenne de l'époque, excepté août 1857. Malgré tout, le *Journal de Sainte-Marie-aux-Mines* par exemple parle en août 1857 de grande sécheresse et rappelle les interdictions totales de détourner des eaux ou d'irriguer par l'article 50 du règlement de police municipale. Le journal indique même que chacun doit placer devant sa maison un vase de 50 L d'eau au moins pour pouvoir prévenir les incendies !

*Intervenant

The Pitfalls of Interdisciplinarity and the Clash of Societal Subsystems. Insights from the HoNESt – History of Nuclear Energy and Society project

Jan-Henrik Meyer * ¹

¹ University of Copenhagen – Denmark

For some time, research funding bodies in Europe have been putting a high premium on multi-, inter- and trans-disciplinary research, based on the assumption that only by opening a dialogue and collaboration between different areas of science,¹ research and scholarship new knowledge can be produced. There is much to say in favour of this assumption. However, interdisciplinary work is fraught with a number of problems: - of language and terminology that differ between disciplines, of diverging systems of dealing with and defining what are relevant data, of different ontologies. A very important pitfall concerns the social world of scholarship, which puts a premium – in terms of career opportunities – on those researchers whose work is most firmly rooted in the respective discipline. This is not least because in a world of limited resources disciplines seek to constantly reaffirm their disciplinary identity and existence in teaching and research. Too much border-crossing seems to pose a threat to this identity, despite the interdisciplinary rhetoric of funding bodies.

Furthermore, being constantly challenged to justify public spending, funding bodies insist on science having societal "impact" or social utility. This is a reasonable demand. Nevertheless, it is challenging to implement this. For one thing, research findings are often complex. Researchers are usually well-trained in dealing with complexity, but less skilled in simplification and communication. Moreover, some research findings are complex, somewhat contradictory and context-dependent, and thus do not lend themselves to sound-bite simplification. They may become meaningless or look banal as a result of the process of reducing complexity that is nevertheless unavoidable for external communication to work. This is not to say, that researchers should not try their very best. Secondly, research findings are often not as exciting or meaningful for broader populations. This makes it hard to raise attention and to convince citizens to devote their time to listen and discuss research. Still, it is useful for researchers to think self-critically how they can make their findings interesting and for whom. At the same time, it is very difficult to convince junior researchers to devote much time to this, if for their careers this hardly counts. Finally, research has the property to be critical and to study the empirical world along the lines of its own priorities and assumptions. Thus it may arrive at findings that are disconcerting or at least not palatable for those stakeholders for whom they are relevant. This is aggravated by the fact, that systemic logics of relevance – to put it in crude *Luhmannian* terms – differ not only between disciplines, but also between the world of business and the world(s) of science, between lobbying, International Organisations and politics on the one

*Intervenant

hand, and the world of certain scientific disciplines, including environmental history on the other.

The proposed paper will address these pitfalls of interdisciplinarity and ways and problems of dealing with demands for utility. The aim is by no means to dismiss interdisciplinarity and impact as relevant instruments and goals for scholarship and research, but to explore practical limitations and contradictions. The paper will start out by a conceptual reflection and distinction between inter-, multi- and transdisciplinarity and the discourse on impact and societal utility. It will then discuss the different contradictions, problems but also practical means of trying to overcome them. This discussion will be based on recent practical empirical insights from the large collaborative interdisciplinary and international three-year project *HoNESt – History of Nuclear Energy and Society*, funded by Horizon 2020 as part of the Euratom Fission Research Programme 2014-15.

The goal is contribute with up-to-date insights and experiences from what is probably the largest collaborative research project in environmental history in recent years to the discussion of the Ruche conference's two central topics – assessing the main scientific innovations and projects – and – evaluating and questioning the social utility of environmental history. Doing this, the paper will itself engage an interdisciplinary exercise, seeking to combine insights from sociology, STS and environmental history.

1 Underlying this is a defining "science" in the continental European, notably Franco-German sense of the word as "*Wissenschaft*" including the natural sciences, social sciences as well as humanities.

Les archives des Agences d'assainissement comme source pour l'histoire environnementale. Le projet Terrevolute

Elisabetta Novello * ¹, Rémy Simonetti *

1

¹ Université de Padoue – Italie

Les archives historiques des Agences d'assainissement et d'amélioration foncière (Consorti di bonifica) contiennent une grande quantité de documents concernant les projets et l'activité d'assainissement, irrigation et mise en valeur des terroirs réalisés par ces agences depuis l'époque vénitienne (XVI/XVIIe siècles) et jusqu'à présent. Il s'agit évidemment d'une source importante en premier lieu pour les historiens de l'environnement qui peuvent y trouver des informations intéressantes permettant de suivre, à travers les interventions de drainage, irrigation, le creusement de canaux et la construction de digues etc., l'évolution d'un territoire donné sur la longue durée. Les études préparatoires et les rapports techniques rédigés à l'occasion de ces interventions contiennent une grande quantité d'informations variées, concernant par exemple la qualité des sols et leur potentiel productif, le type, la qualité et l'intensité de l'exploitation agricole, mais aussi la qualité de vie, l'état de santé, les besoins quotidiens, les aspirations et les espoirs des populations paysannes. A tout cela il faut ajouter également, pour la période contemporaine, le "patrimoine humaine", à savoir les expériences et les souvenirs des anciens travailleurs, techniciens et directeurs qui ont vécu la grande entreprise de la protection et de la transformation du territoire au cours du siècle dernier.

Malheureusement ces documents, qui parfois sont encore utilisés par le personnel des services techniques des Agences, et ces souvenirs destinés à disparaître, sont en grande partie inutilisés par les historiens, principalement en raison de difficultés d'accès. L'objectif de cette proposition est celui de présenter un projet pilote qui vise à rendre ces sources accessibles aux historiens et au grand public à travers la création d'une grande base de données consultable en ligne.

Le projet *Terrevolute* (terres voulues/terres évoluées), conçu et coordonné par M.me Elisabetta Novello, peut compter sur une équipe de recherche fortement transdisciplinaire composée d'archivistes, historiens des sources écrites, archéologues, topographes, spécialistes de l'histoire orale, documentaristes etc. qui travaillent ensemble, chacun dans son propre domaine, afin de rendre accessible la totalité de l'archive, la totalité de la mémoire.

Les premiers résultats de cette entreprise sont déjà consultables en ligne dans le portail www.terrevolute.it et sous forme d'un documentaire portant sur la grande alluvion de novembre 1966 dans la Vénétie.

*Intervenant

The Locust Outbreak in Central Luzon, Philippines, 1991-1995: A Case Study for an Interdisciplinary Environmental History

Ma. Florina Orillos-Juan * ¹

¹ De la Salle University – Philippines

In a traditionally agricultural country like the Philippines, insect pests like locusts have always been considered as a menace which often resulted to a shortage in rice, which is considered to be the staple food of Filipinos. Extant historical records yield valuable information as to how these voracious insects attacked valuable agricultural crops since time immemorial. Primary historical sources reveal the actions taken by the former colonizers, the Spaniards and Americans, as well as those by the independent republic to mitigate the effects of this agricultural disaster. Moreover, the people's responses and their coping mechanism were also recorded in the annals of Philippine history.

The latest locust outbreak in the Philippines occurred from 1991 to 1995, in the aftermath of two geological disasters in Central Luzon: the 7.8 magnitude earthquake in 1990 and the eruption of Mt Pinatubo in 1991. The Philippine national government and the respective local governments of the provinces affected by the locust outbreak did what they could do to avert the looming agricultural disaster brought about by the burgeoning population of locust. What was so interesting is the fact that the key government agencies tasked to address the impending disaster were quite unprepared for the situation. For a historian who is interested in environmental history, I strongly feel that they could have acted swiftly had they considered the lessons of the past through [1] a closer scrutiny of the pattern of outbreaks in the preceding years; [2] a systematic form of record-keeping and progressive/innovative planning for a recurring hazard like plant pests; [3] collaboration with experts on entomology, chemistry, pedology, anthropology, sociology, geography and history and [4] involvement of community stakeholders who were directly affected by the outbreak in the disaster management. In other words, this is a fascinating and exciting case study to argue the value of inter-disciplinarity in writing the environmental history of the locust outbreak in Central Luzon from 1991 to 1995. The vulnerability of the agricultural communities in the region could be properly ascertained if there were interdisciplinary studies done on the factors that elucidate how they could anticipate, withstand, adjust and cope with a periodically recurring hazard like the locust pest.

*Intervenant

Les roseraies, archives de l'horticulture ?

Recherches interdisciplinaires sur l'histoire de la diversité génétique des rosiers cultivés

Cristiana Oghina-Pavie * ¹, Fabrice Foucher

¹ Temps, Mondes, Sociétés – Le Mans Université, Université d'Angers, Université de Bretagne Sud, Centre National de la Recherche Scientifique : FRECNRS 2015 – France

Une des propositions fondamentales de l'histoire environnementale est d'orienter le regard historien sur l'interaction entre l'humain et les autres êtres vivants. Cette communication propose de démontrer la fécondité et les difficultés de cette proposition à partir de l'exemple d'un des végétaux les plus familiers : les rosiers.

En France, vers 1800, une centaine de variétés de rosiers sont décrites et rassemblées dans les collections de quelques amateurs, tandis qu'en 1900 plus de 6000 variétés sont réunies dans la plus grande collection française à l'Haÿ-les-Roses. Prenant en compte la disparition de variétés au cours de cette même période, on peut estimer que le nombre de variétés obtenues au XIXe siècle dépasse les 10 000 variétés. L'étude de d'obtention variétale permet de révéler la tension entre la nature vivante de ces végétaux et leur intégration dans l'horticulture commerciale, ainsi que les conséquences de cette confrontation sur la diversité des rosiers cultivés. Les caractères d'intérêt horticole (fleurs doubles, floraison prolongée, couleur, forme de la fleur, etc.) dirigent la sélection vers certaines sections de la diversité et, à l'échelle du XIXe siècle, cela a pour effet un basculement du fond génétique européen vers un fond génétique d'origine asiatique.

Notre objectif est de questionner l'étude interdisciplinaire de cette diversité, telle qu'elle a été menée entre 2013 et 2017 par une équipe formée de biologistes et d'historiens, en partenariat avec des roseraies publiques et privées, dans le cadre d'un programme de recherche intitulé FloRHiGe1. L'hypothèse de ce programme a été que la diversité des rosiers au cours du XIXe siècle est la résultante de l'interaction entre les caractéristiques biologiques de ces végétaux et les pratiques de l'horticulture moderne, telle qu'elle se définit au XIXe siècle. . La nécessité d'un regard croisé entre les différentes disciplines pour appréhender la diversité bio-culturelle2 et son opérativité dans l'étude des effets d'érosion et d'homogénéisation génétique3 ont déjà été démontrées pour d'autres contextes. Notre étude a été fondée cependant sur une démarche originale, adaptée au cas des rosiers et au contexte particulier de l'horticulture du XIXe siècle. Plus que les résultats de l'étude4, la méthode et la pratique de l'interdisciplinarité seront au cœur de notre communication.

Une des principales caractéristiques des rosiers cultivés est leur multiplication végétative (par greffage et bouturage). D'un point de vue biologique, les rosiers obtenus au XIXe siècle et encore présents aujourd'hui dans les roseraies-conservatoires sont des clones. Dans notre approche historique de la diversité, ces rosiers acquièrent la qualité d'*archives vivantes* car la multiplication végétative, en conservant les individus, suspend la temporalité du vivant. Cela autorise

*Intervenant

l'étude génétique des survivants pour comprendre des phénomènes du passé. Pour l'explication des processus historiques à l'œuvre dans les transformations de la diversité, il était cependant nécessaire de procéder à la comparaison et à la confrontation des données biologiques avec les sources historiques : écrits de jardinage et de botanique, monographies, catalogues commerciaux, iconographie, archives des établissements horticoles, classifications botaniques et horticoles, etc. Au lieu d'appréhender les rosiers vivants sous l'angle seul de l'information génétique, l'approche interdisciplinaire a permis de leur donner un ancrage temporel, dans le contexte des pratiques jardinières, techniques de sélection, concepts liés à l'hérédité et à la physiologie, demande commerciale, circulation internationale des végétaux, usage et gestion des collections... La survivance même des rosiers obtenus au XIXe siècle et présents aujourd'hui dans les roseraies est devenue sujet d'analyse car elle est le résultat, d'une part, de l'enrichissement de la diversité par la sélection et la conservation des variétés et, d'autre part, de l'appauvrissement par l'oubli et la disparition de pans entiers de la diversité depuis le XIXe siècle.

Comment mettre en cohérence l'étude du vivant et des sources écrites pour comprendre le devenir dans le temps d'une diversité inscrite à la fois dans l'histoire humaine et dans l'histoire biologique ? Comment articuler la *spécificité*, dans le sens des caractéristiques du genre et des espèces étudiées, avec des questionnements plus généraux sur l'interaction entre l'humain et le non-humain ? Si, dans l'esprit de l'histoire environnementale, les végétaux sont ici reconnus comme sujets d'histoire, notre communication s'intéressera donc aux conséquences épistémologiques et méthodologiques de l'interdisciplinarité.

1 " Facteurs de succès de l'innovation variétale du rosier aux XVIIIe et XIXe siècles. Etude interdisciplinaire génétique et historique ", financé par la Région des Pays de la Loire. Le programme a été coordonné par Fabrice Foucher et il a réuni : l'équipe Génétique et Diversité des Plantes Ornamentales de l'Institut de recherches en horticulture et semences (Institut national de la recherche agronomique, Université d'Angers, Agrocampus Ouest), le Centre de Recherches Historiques de l'Ouest (Université d'Angers), le Centre d'histoire et d'épistémologie des sciences et des techniques François Viète (Université de Nantes), l'équipe Etude du Polymorphisme des Génomes végétaux (INRA Evry), la Roseraie internationale de Nantes, la Roseraie " Roses Loubert " au Rosiers-sur-Loire, la Roseraie du Val-de-Marne à Haÿ-les-Roses.

2 Mauro Agnoletti, Francesca Emanuelli, "Biocultural Diversity and Landscape in Europe: Framing the Issue" in Mauro Agnoletti, Francesca Emanuelli (ed.), *Biocultural Diversity in Europe*, Springer, Environmental History, 2016, p. 1-18

3 I. Bonnin, C. Bonneuil, R. Goffaux, P. Montalent, I. Goldinger, " Explaining the decrease in the genetic diversity of wheat in France over the 20th century " in *Agriculture, Ecosystems & Environment*, vol. 195, 1 oct. 2014, p. 183-192. C. Bonneuil, R. Goffaux, I. Bonnin, P. Montalent, C. Hamon, F. Balfourier, I. Goldinger, " A new integrative indicator to assess crop genetic diversity " in *Ecological Indicators*, 23 (2012), p. 280-289.

4 Mathilde Liorzou, Alix Pernet, Shubin Li, Annie Chastellier, Tatiana Thouroude, Gilles Michel, Valéry Malécot, Cristiana Oghină-Pavie, Céline Briée, Fabrice Foucher, Jérémy Clotault, Agnès Grapin, " French rose (*Rosa* L.sp) from 19th century shows a continuous shift through the time from a European to an Asian genetic background " in *Journal of Experimental Botany*, July 2016, doi: 10.1093/jxb/erw269.

Dam encomia, upheaval and sediment: writing the history of a manmade sea

Flora Roberts * ¹

¹ Karls Eberhard Univerity of Tübingen – Allemagne

What does it mean for a land-locked region to acquire an inland sea? What stories do we tell to make sense of perceptible changes in the environment around us, and what stories are left untold? In what ways does the prevailing narrative of a social and environmental engineering project shape the outcomes and affect popular perceptions of that project?

Trained as a social historian of the Soviet Union at the University of Chicago, in 2016 I was invited to join a junior research group formed by anthropologists of Central Asia at the University of Tübingen. For the last year and a half therefore, I have been cooperating closely with anthropologists, while retraining myself as an environmental historian. The project we share is a study, grounded in the environmental humanities, of the Syr Darya river basin and of its human and non-human communities. Within this broader remit, my own project focuses on the dam built at Kairakkum in the Ferghana Valley in the 1950s, which created a large reservoir subsequently dubbed the "Tajik Sea."

The social and environmental history of the Tajik Sea I am writing charts the changes brought to the social and physical climate of the region, by the displacement and resettlement occasioned by flooding, the Soviet-era development of both industry and health tourism in the area, and the gradual silting up of the reservoir, which has created a new marshland ecosystem inhabited by many bird species. This then is a multi-faceted project, assessing the reservoir's impact from many different angles, and is interdisciplinary by design. Research for the project began in the central state and Communist Party archives in Moscow, but scholarly exchanges with my anthropologist colleagues shaped my oral history fieldwork conducted in Tajikistan in 2017. My analysis of the plans to convert the local peasant farmers into factory workers by developing industry in the region, for instance, is informed by insights from the anthropology of labour. I rely on the reports and impact assessments of Soviet biologists, engineers and geographers to chart changes over time to the river's behavior, and to its flora and fauna.

Finally, I take the Soviet propaganda and official art and literature created to celebrate the dam project seriously, and use approaches from literary studies and art history in an effort to parse out the values and meanings attributed to dams within the Soviet imaginary, and to the flow of water in local Central Asian cultural traditions. Beyond my exploration of how the lives of local people intersected with the river and reservoir through fishing, swimming, irrigation, and using hydropower generated by the dam, I am interested in the symbolic value of the "Tajik Sea," and in the meanings attributed to the river and dam by officially sanctioned artists, authors and poets, and also by ordinary people. In this paper, I reflect on the opportunities and challenges that interdisciplinarity has brought my project so far, and demonstrate how my preliminary findings

*Intervenant

bridge source bases usually associated with distinct disciplines, from ichthyology to enconia, ego documents, oil paintings and engineering reports.

Les conseils scientifiques dans le champ de l'action publique environnementale : des instances originales et méconnues

Gaëlle Ronsin * 1,2

¹ Centre de Grenoble [IRSTEA] – Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture – France

² Environnements, Dynamiques et Territoires de la Montagne – Université Savoie Mont Blanc, Centre National de la Recherche Scientifique : UMR5204 – France

Les politiques de la nature reposent aujourd'hui sur la mobilisation massive de scientifiques au sein d'instances multiples et variées (Coreau et al, 2013).

Créés à partir des années 1960, les conseils scientifiques (CS) des institutions publiques environnementales (espaces protégés, offices, conservatoires etc.) se sont multipliés en France au tournant des années 2000. On en compte aujourd'hui environ deux cent.

Un CS peut être défini comme un ensemble de scientifiques nommés qui acceptent, sans rémunération supplémentaire, de consacrer une partie de leur temps de travail à appuyer une institution ou une administration environnementale dans la conception, la réalisation et l'évaluation de son activité de production de connaissances et dans l'orientation de ses opérations et décisions de gestion.

Même s'ils constituent un objet de réflexion ancien pour certaines structures (comme les parcs nationaux), la littérature scientifique ne s'y est intéressée que depuis peu (Arpin, 2014). Aucune information précise sur leur histoire, nombre, composition ou fonctionnement n'était disponible. Plusieurs enquêtes (qualitatives et quantitatives) réalisées dans le cadre d'une thèse ont permis de remédier à ce manque. Cette communication a pour objectif de présenter trois caractéristiques des conseils scientifiques : leur spécificité nationale, leur fonctionnement hybride et l'originalité de leur composition afin de réfléchir à l'évolution des relations entre scientifiques et professionnels de la nature.

Premièrement, une enquête à l'échelle alpine a montré que les conseils scientifiques sont particulièrement développés en France alors qu'à l'étranger ils existent rarement, à l'exception de la Suisse. Pourquoi une telle spécialité française ? Quels sont les éléments qui l'expliquent dans la structuration de notre politique environnementale ? Pour répondre à ces questions, nous expliciterons le mode de fonctionnement de ces instances et les différents modèles organisationnels qui se dégagent.

Loin d'être spontané, le lien entre science et gestion de la nature doit être établi et entretenu (Cook et al, 2013). Des enquêtes et une ethnographie auprès de conseils scientifiques d'espaces protégés ont fourni des informations sur la manière dont ce lien s'est construit et a évolué depuis les années 1960. Les employés des institutions auxquelles les CS sont rattachés, ou des administrations qu'ils assistent, participent toujours aux séances et aux activités des conseils. Le monde des professionnels de la nature, leurs profils et leurs parcours ont évolué depuis quelques dizaines d'années et certains d'entre eux entretiennent de fortes proximités avec le

*Intervenant

milieu de la recherche. Un conseil scientifique n'est donc pas seulement un collectif de chercheurs. En effet, leur composition est relativement élargie puisque leurs membres proviennent pour 60 % d'entre eux d'établissements de recherche et d'universités et, pour les 40 % restants, d'institutions chargées de conserver le patrimoine naturel ou culturel et d'associations naturalistes. Enfin, les sciences sociales bien que minoritaires sont de plus en plus représentées. La présence et les apports de l'ensemble de ces participants font donc des conseils des lieux de débats à la fois originaux et représentatifs des dynamiques qui traversent la conservation de la nature. Ces instances semblent dotées d'un fort potentiel pour tisser des liens entre des traditions disciplinaires, des pratiques professionnelles et des approches de la nature plurielles. Cependant leurs réalisations concrètes et les effets de leurs activités doivent être discutés.

L'Archipel de Cabo Verde – Biodiversité et habitats naturels

Ana Roque * ¹

¹ Université de Lisbonne – Portugal

Considérant les objectives de ce colloque, l'importance croissante de l'histoire environnementale et celle de la création de réseaux de travail interdisciplinaire, cette intervention sur l'Archipel de Cabo Verde met en évidence l'importance de l'information historique vis-à-vis l'histoire environnementale en questionnant son apport pour souligner l'importance de la récupération des informations, connaissances et techniques qui peuvent contribuer à une meilleure perception de la biodiversité de l'Archipel. Notre point de départ sera la documentation produite par João da Silva Feijó qui, entre 1783 et 1796, fût le responsable pour l'exécution de la première Expédition Naturaliste au Cabo Verde, organisée et financée par le Roi du Portugal.

L'expédition suit les mêmes principes qui ont orienté les expéditions scientifiques européennes de l'époque. Encadrée par les permisses philosophiques et scientifiques de l'Age des Lumières, ces expéditions envisageaient recueillir le plus d'information possible sur tous les " objets naturels " trouvés sur l'Archipel aussi bien qu'obtenir des exemplaires de ces objets. Donc il s'agissait de collecter des spécimens de faune et flore du pays, des échantillons géologiques et minéralogiques, des données topographiques, des informations sur la population, les activités économiques, les villes, les fleuves, les ports, le climat... Cela dit, on peut croire qu'on s'attendait une sorte de monographie de l'Archipel.

En fait, tenant compte des caractéristiques de l'histoire du Cabo Verde, y inclus son peuplement et la façon dont ce qui est " naturel " et ce qui est " introduit " s'est mélangé, les recueils et les rapports de João da Silva Feijó constituent une importante contribution à la découverte des paysages et *habitats* naturels du Cabo Verde à la fin du XVIII^e siècle et donc devienne une source d'information fondamentale pour mieux comprendre pas seulement la spécificité de la biodiversité de l'archipel, mais aussi pour construire son histoire environnemental.

En outre, le fait qu'ils constitue une seule et unique source sur quelques aspects particuliers de l'Archipel à cette époque, rend ces documents particulièrement importants puisque souvent ils nous donnent les premières informations et observations sur les différents spécimens recueillis ; mais, justement cette particularité impose une appréciation plus attentive et, surtout, la nécessité de trouver des mécanismes de validation des informations données.

Ainsi, à travers l'exemple du Cap-Vert, nous espérons illustrer le potentiel des sources historiques tout en soulignant l'attention qui devrait être accordée à l'analyse de l'information et à l'importance de définir une méthodologie de travail qui, de préférence, devrait être interdisciplinaire.

*Intervenant

How can we combine different methodologies and sources to comprehend Portuguese forested areas during early modern age?

Koldo Trapaga Monchet * ¹, Félix Labrador Arroyo , Maria José García Rodríguez , Ana Crespo Solana

¹ King Juan Carlos University – Espagne

During the last few decades the so-called ‘Environmental History’ has hugely increased. There have been addressed outstanding researches regarding the forested areas of Europe throughout early modern age. In such way, scholars has often paid attention to some topics as ‘deforestation’ or ‘forestry’ of England, France, Italy or Spain. The case of Portugal has received less attention, partly because of the lack of historical archival written resources. The earthquake of 1755 and the subsequent fires that spread over Lisbon did destroy large amount of the written resources stored in archives related to Portuguese early modern age. Consequently, it is necessary to look over different data to understand the evolution and management of the forested areas of Portugal during early modern age. A multidisciplinary research has alleviated the shortage of historical records. The aim of this article is to shed light upon how different historical sources and records scattered around the libraries and archives of Portugal, Spain and England can be combined to approach the study of the Portuguese forested areas. In addition, it pretends to explore how environmental history requires the methodologies of other disciplines as GIS or nautical archaeology. The different kinds of data analyzed through different methodologies yield to different kind of knowledge that, however, revolve around the forested areas of Portugal. GIS is used as a tool that allows the integration of data in different formats, images or maps. It yields to different kind of knowledge which booster the understanding about the Portuguese forested areas.

*Intervenant

Écrire l'histoire environnementale des activités extractives. L'exemple de l'extraction du charbon de la fin du 18e siècle à l'Entre-deux-guerres : apports et difficultés d'une recherche pluridisciplinaire

Kevin Troch * ¹

¹ Université de Namur – Belgique

Le sous-sol est le parent pauvre de l'histoire environnementale francophone. Hormis quelques études récentes, la thématique demeure encore largement négligée. Cette communication entend présenter ce champ de recherche à partir d'une thèse récente portant sur les impacts environnementaux de l'extraction du charbon en Belgique et dans le nord de la France de la fin du 18e siècle à l'Entre-deux-guerres.

Faire l'histoire environnementale des mines suppose d'être historien.ne mais aussi géologue, ingénieur.e des mines, architecte ou juriste afin de pouvoir appréhender un objet d'étude complexe. La pluridisciplinarité est au cœur de la démarche. Pour comprendre les enjeux environnementaux liés à la mine, il faut au préalable s'informer sur les phénomènes géologiques et les impacts des activités extractives sur le milieu souterrain. L'influence de la mine à la surface suppose que l'historien.ne s'intéresse aux constructions, à l'hydrologie, au relief mais aussi au droit de propriété et à la justice civile. Comment " apprivoiser " toutes ces informations en provenance de disciplines scientifiques éloignées les unes des autres ?

La mobilisation de nombreuses sources de nature diverse augmente encore la difficulté de l'historien à pouvoir prétendre faire une histoire environnementale des mines. L'utilisation de revues et de monographies géologiques, juridiques, techniques ou de l'industrie minière, d'archives administratives, judiciaires, techniques ou scientifiques ainsi que les débats parlementaires, la littérature ou les œuvres visuelles, s'avère nécessaire pour cerner les impacts environnementaux causés par les activités extractives.

Le croisement de ces différents types de sources engendre de nombreux problèmes et de multiples questions méthodologiques. Il s'agit dans un deuxième temps de montrer ces difficultés mais aussi les atouts de cette profusion de sources au travers de quelques exemples bien circonscrits.

Enfin, cette communication montrera quels sont les apports de cette recherche sur l'histoire de l'extraction du charbon pour l'histoire environnementale, comment elle s'inscrit dans un front encore négligé de la discipline et plaidera pour un développement des recherches en histoire environnementale des activités extractives. Ce dernier est un enjeu crucial pour les historien.nes car les problèmes environnementaux engendrés par l'extractivisme minier sont une question d'actualité.

*Intervenant

Coping with floods in the Netherlands. Preventative strategies at the supra-regional level and survival strategies at the level of the home.

Petra Van Dam * ¹

¹ Vrije Universiteit Amsterdam [Amsterdam] – Pays-Bas

In the Netherlands) half of the country is situated below sea-level. In principle people are protected against flooding by human-made dikes (embankments, earthen walls). However, during the Early Modern Period large-scale flooding was a frequent life experience, in some river regions even once every 15 to 30 years. In this paper I want to present two sides of the so-called amphibious culture, prevention of flooding, and coping with flooding, when prevention failed. The first case-study concerns the history of the standardizing and normalizing the measuring of water level, leading to the establishment of the Amsterdam Ordnance Datum (Amsterdam vertical reference, known as ‘Normaal Amsterdams Peil’, NAP). The second case-study shows how the adaptations of farm buildings contributed to surviving floods.

The dominant prevention strategy was executed at the collective level, by making dikes higher and maintaining them well. This was carried out by local and regional water authorities, ‘polders’ and ‘hoogheemraadschappen.’ The engineers and surveyors working for these semi-public authorities, used simple surveying techniques to measure height. In particular the height of the dikes and the level of the water was important. In the Middle Ages every region or even town had its own reference of height, in the same way as they had their own measures for length or establishing weight. During the eighteenth century the reference of height of the city of Amsterdam slowly spread in the Republic, due to the efforts of surveyors of large water authorities, scientists, and army engineers. In 1818 a big step towards standardization and normalization was taken when the Amsterdam vertical reference became the norm for river water management, as ordained by King William I. By the end of the century, the Amsterdam reference had become the national reference (NAP). In the same century the number of floods decreased substantially. Great river amelioration works were carried out, thanks to the newly founded Ministry of Water and the great developments in civil engineering. In a way, the history of the NAP symbolizes the very slow progress in establishing a unified water policy in the Dutch Republic.

In the period before 1800, flooding was a basic condition of life in the Netherlands. At the level of the landscape, three coping mechanisms were essential. Many, and in particular old and rich farms were built on natural and human-made elevations, and so were the town centers. Also, the land was organized in compartments, due to numerous small inland dikes as, remnants of old reclamation patterns. As a result the land was flooded only gradually, and people had time to evacuate, often taking their cattle along. In addition, since the economy was so much based on water transport, many people had access to a boat of some kind, so evacuation over water was a choice for all. These elements of the amphibious culture applied to many regions. On top of

*Intervenant

that, in some regions, particular adaptations of the farm buildings contributed to making ‘living with water’ an option. A sample of designs will be presented, varying from adaptations to attics enabling vertical evacuation of people and cattle, to wrapping up buildings in vegetative matters. With these examples I want to connect to modern attempts to make society climate proof. For instance, in Amsterdam the Rainproof project exists, which contributes to citizen initiatives to make their homes, gardens, streets or neighbourhoods ‘rainproof’.

Between Environmental and Media History: Lessons from 1980s Athens

Panagiotis Zestanakis * ¹

¹ Université de Crète – Grèce

In the 1980s anxieties about environmental pollution in the Greek capital intensified. These anxieties mainly revolved around *nefos*, a toxic fume covering the sky of Athens especially in no-wind days. Anxieties about *nefos* preoccupied media as well as political and scientific debates throughout the decade. Simultaneously, a number of environmental organizations appeared. In the mid 1980s almost all political parties accepted that environmental pollution represented a major problem in Athens proposing potential solutions. Hence, ecology emerged as an issue suitable for (some) political consensus between the Left and the Right in a society where ideological and political tensions abounded. In the optimistic and (relatively) prosperous Greek 1980s, ‘the ecologist’ emerged as a novel, positive identity inspiring activities and representations. Institutions, such as the Municipality of Athens, organized events promoting environmentally friendly lifestyles such as cycling tours. Interest in ecology was included in the idea and ambition of Europeanization, the cultural convergence between Western Europe and Greece, which increasingly preoccupied the Greek public sphere in the years after the country’s admission in the European Economic Community in 1981. New media such as lifestyle magazines targeting middle-class consumers designated ecology as an alternative, positive, ‘European’ political referent. The proposed paper aims at approaching two questions. First, drawing on various primary sources (articles in newspapers and magazines, advertisements, interviews with Athenians interested in ecology during the period in question) it will illustrate a) how ecology was employed as a tool of political communication by political subjects covering the whole political spectrum, b) how ecological identities were mediatized. Particular emphasis will be placed in novel media and the use of image, namely the visualization of ecology in their material. Second, drawing on the example of 1980 Athens, the paper will develop thoughts on the methodological question how environmental history interacts with media history arguing that further collaboration between media and environmental historians through the wider prism of cultural history may contribute on the progress of all these terrains.

*Intervenant

La mémoire troublée des désastres industriels

Bruno Ziglioli * ¹

¹ Università di Pavia – Italie

Les désastres industriels, catastrophes technologiques soumettant à des expositions prolongées à des agents polluants, qui ont provoqué des dommages très graves à l'environnement et à la santé des personnes, ont engendré, au fil du temps, des problèmes de mémoire et de narrations particulièrement conflictuelles. Dans de nombreux cas de désindustrialisation s'affirme une forme de nostalgie d'une population pour des sources d'emploi bien payées et stables ; on tend à " mettre de côté ", à négliger ou bien à minimiser les effets dommageables de ces productions polluantes, effets qui ne sont pas niés mais parfois confinés à l'intérieur d'un processus de reconnaissance du dommage qui apparaît comme entièrement individuel.

Les sociologues ont bien souligné que les désastres, naturels ou industriels, peuvent être à la base d'une mutation sociale au niveau de toute une communauté. Les effets et la profondeur d'une telle mutation dépendent de la vulnérabilité de la communauté locale : vulnérabilité physique, sociale, économique, politique. Il est possible d'agir efficacement au drame, de l'intérioriser dans une vision collective qui peut déboucher sur une opportunité, une occasion de changement ou de résilience. Tout dépend de très nombreux facteurs interconnectés : parmi d'autres, la capacité de la communauté de se souder face au désastre, la présence de solides liens d'intégration horizontale, avec un fort capital social largement répandu dans toute la population ; des relations fortes entre la communauté et le monde extérieur, les communautés environnantes, les institutions politiques établies. Cependant, les catastrophes industrielles tendent souvent à creuser des fractures préexistantes et à en provoquer de nouvelles, à engendrer un conflit social et politique à l'intérieur d'une communauté donnée, comme ce fut le cas dans le désastre de Seveso (1976).

Le refus de la stigmatisation de la contamination est une réaction de défense classique face à la contamination environnementale, et en général aussi face à des événements traumatiques naturels ou belliqueux. Un tel refus est particulièrement marqué dans les cas où les entrepreneurs de la mémoire et les collectivités intermédiaires ont misé, pendant longtemps, sur la défense de l'emploi et de la production, surtout dans les territoires économiquement déprimés. C'est ainsi que se crée une sorte de refoulement de la mémoire, de fermeture d'une communauté donnée par rapport à des conséquences que l'on n'arrive pas à intégrer dans la perception et l'identité collective, des conséquences qui sont éliminées, ostracisées, exorcisées. L'élaboration du deuil reste confinée à la sphère privée et familiale, sans jamais devenir collective. C'est ainsi que se développent des narrations fragmentées et conflictuelles des événements, phénomène pouvant d'ailleurs se manifester bien après. C'est ce qu'il est possible d'analyser dans les deux cas de contamination due à l'amiante à Casale Monferrato (Piémont) et à Broni (Lombardie). Dans la première ville, l'action des syndicats a permis de mobiliser et souder la population et les politiques dès le début des années 80, de façon à pouvoir arrêter la production d'amiante en 1986. Aujourd'hui, Casale Monferrato est devenu, à juste titre, l'emblème national et international de la lutte contre la " poussière grise ".

*Intervenant

Dans le cas, beaucoup moins connu, de la petite ville lombarde, malgré une situation sanitaire plus grave, les syndicats et les politiques ont voulu défendre la ville-usine jusqu'à la fin. L'établissement de production d'amiante n'a fermé qu'au mois de juin 1993, exploitant le plus longtemps possible les dérogations prévues par la loi 257 de 1992 qui interdisait l'extraction et l'usinage de l'asbeste en Italie. Le processus de refoulement de la mémoire s'est affirmé avec une telle force qu'il a ralenti les opérations de bonification du territoire contaminé, le déroulement des différents procès en cours ainsi que le processus de développement du tissu associatif environnemental et anti-amiante.

Ces deux exemples de cristallisation de la mémoire collective, aux antipodes l'un de l'autre, tendent à cohabiter de façon conflictuelle dans des tissus urbains et industriels plus étendus et plus complexes, comme dans le cas de Tarante (Pouilles). Là se déploie tout un éventail d'interprétations qui vont de " l'invisibilisation " de l'usine passée ou présente, pour exorciser le spectre de sa fermeture et du chômage, à son " hypervisibilisation " en tant que source de tous les maux de la ville, négligeant ainsi d'autres facteurs de la crise environnementale et sociale. Dans un tel cadre, la gestion de l'urgence et de la redéfinition de l'organisation économique et sociale de la ville apparaît comme particulièrement délicate et complexe.

Liste des auteurs

ABHERVE, Déborah, 6
ARTOIS, Marc, 42

BARTHELEMY, Carole, 8
BARTOLOTTI, Fabien, 9
BECK, Corinne, 11
BECOT, Renaud, 13
Bonneuil, Christophe, 17
BOUDOU, Martin, 60
BUNS, Melina Antonia, 15

CASTONGUAY, Stéphane, 18
CHAMBRU, Mikaël, 20
CLIFFORD, Jim, 18
COMBY, Emeline, 22
CORNU, Pierre, 24
Crespo Solana, Ana, 72

DAUMALIN, Xavier, 8
DELCOURTE DEBARRE, Marie, 26
DEUDON, LAETITIA, 27
DEUDON, Laetitia, 29
DOURNEL, Sylvain, 11
DUHAYON, Gérald, 29

ELSIG, Alexandre, 31
ERTSEN, Maurits, 32

FAGET, Daniel, 34
FERON, Aurélien, 35
Foucher, Fabrice, 65
FRIOUX, Stéphane, 37
FURST, Benjamin, 39

García Rodríguez, Maria José, 72
GARDON, Sébastien, 42
GOB, Frédéric, 50
GREGOIRE, Fabrice, 11
GUILLEM-LLOBAT, Ximo, 44

HAGIMONT, Steve, 46
HUDSON, Mark, 48

JACOB-ROUSSEAU, Nicolas, 50

Labrador Arroyo, Félix, 72
LABRUNYE, Raphaël, 52
LAFFONT-SCHWOB, Isabelle, 8
LE LAY, Yves, 22
LEGOULLON, Gwenaëlle, 37
Lestel, Laurence, 58
LEWIS, Dan, 54
LIEVAL, Audrey, 29
LLINARES, Sylviane, 55

MARINVAL, MArrie-Christine, 11
METZGER, Alexis, 60
MEYER, Jan-Henrik, 61

NOVELLO, Elisabetta, 63

Oghina-Pavie, Cristiana, 65
ORILLOS-Juan, Ma. Florina, 64

Piégay, Hervé, 22
PRUDENT, Pascale, 8

RIQUIER, Jérémy, 22
ROBERTS, Flora, 67
RONSIN, Gaëlle, 69
ROQUE, Ana, 71

SAJALOLI, Bertrand, 11
SAUZEAU, Thierry, 55
SIMONETTI, Rémy, 63

TRANCHANT, Mathias, 55
TRAPAGA MONCHET, Koldo, 72
TROCH, Kevin, 73

VAN DAM, Petra, 74
VAROBIEFF, Léonie, 42

ZESTANAKIS, Panagiotis, 76
ZIGLIOLI, Bruno, 77

The RUCHE thanks the members of the committees !

Organization committee

Martine Chalvet, historian, Associate Professor at Aix-Marseille Université, UMR TELEMME
Florian Charvolin, sociologist, Senior Researcher at CNRS, Centre Max Weber
Pierre Cornu, historian, Professor, Lyon 2, Laboratoire d'études rurales
Thierry Coanus, anthropologist, Researcher at ENTPE, UMR Environnement Ville Société
Marylise Cottet, geographer, Researcher at CNRS, UMR Environnement Ville Société
Anne Dalmasso, historian, Professor at Université Grenoble-Alpes, Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes (LARHRA)
Stéphane Frioux, historian, Associate Professor at université Lyon 2, Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes (LARHRA), vice-président du RUCHE.
Nicolas Jacob, geographer, Associate Professor at université Lyon 2, UMR Archéorient
Gwenaëlle Legoullon, historian, Associate Professor at université Lyon 3, Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes (LARHRA)
Geneviève Massard-Guilbaud, historian, senior researcher at EHESS, Centre de Recherche sur l'Environnement et le Développement (CIRED).
Charles-François Mathis, historian, Associate Professor at Université Bordeaux-Montaigne, CEMC, president of RUCHE.

Scientific committee

Mathieu Arnoux, historian, medievalist, Université Paris Diderot/EHESS
Philippe Barral, celtic world archeologist, Université de Franche Comté, director of the Maison des Sciences de l'Homme et de l'Environnement C.-N. Ledoux.
Sabine Barles, geography and urban planning, professor at Université Paris-I.
Corinne Beck, historian, medievalist and archeologist, professor at Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis.
Stéphane Frioux, historian, modern history, maître de conférences at Université Lyon 2, LARHRA.
Marc Galochet, geographer, professor at the Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis, laboratoire CALHISTE.
Didier Galop, geographer, Toulouse Jean-Jaurès University, head of the laboratoire GEODE, head of l'Observatoire Hommes Milieux du Haut-Videssos.
Anne Marie Granet-Abisset, historian, modern history, Professor at Université Grenoble-Alpes, Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes (LARHRA).
Geneviève Massard-Guilbaud, historian, modern history, directrice d'études at the EHESS and CIRED.
Charles-François Mathis, historian, modern history, maître de conférences at Université Bordeaux-Montaigne University, CEMC.
Raphaël Morera, historian, early modern history, chargé de recherche au CRH (Centre de Recherches Historiques).
Richard Oram, historian, medieval and environmental history, University of Stirling
Giacomo Parrinello, historian, modern history, assistant professor en histoire de l'environnement, Sciences Po Paris ; Centre d'histoire de Sciences Po.
Dieter Schott, historian, modern history, TU Darmstadt
Tim Soens, historian, medieval history, professor at the University of Antwerp.
Mathias Tranchant, historian, medievalist, University of La Rochelle, UMR LIENSs (Coastline, Environment and Societies)

And the RUCHE Board (2015-2017) members.